PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

10 MARS 1964 N° 9

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

Faites vos Jeux

Dans toute la presse syndicale on affirme la nécessité d'une action sérieuse. Dans l' « Humanité », Benoît Frachon se félicite des décisions de la Fédération C.G.T. des métaux de « développer l'action de deux millions de métallos et de la coordonner ». Cette décision nous réjouirait autant que Benoît Frachon si nous pouvions espérer la voir appliquer. Pour l'instant cette décision se traduit à l'atelier par la multiplication de petites « actions » et ceux qui réclament un mouvement un peu plus large sont traités d' « aventuriers » voire de « provocateurs » par les exécutants de l'appareil syndical. Dans la métallurgie pas plus qu'ailleurs, les militants ne sont employés à organiser un « large mouvement » dans chaque usine, encore moins le sont-ils à essayer de coordonner l'action avec celle des autres entreprises. Ils sont lancés dans les ateliers à la chasse au quart d'heure de débrayage. Ce qui fait dire à Benoît Frachon que les métallos se battent avec beaucoup d'ardeur et de vaillance.

Le secrétaire général de la C.G.T. sent très bien que les travailleurs se refusent de plus en plus aux mouvements morcelés et que les militants de son organisation, en contact direct avec eux, sont de plus en plus sensibilisés par la nécessité de généraliser la lutte. Voilà pourquoi Frachon, après la Fédération des métaux C.G.T., utilise ce langage volontairement obscur. Car pour eux « développer » l'action de deux millions de métallos cela veut dire augmenter le nombre de débrayages partiels et faire en sorte qu'ils se déroulent dans un certain ordre, c'est-à-dire qu'ils soient plus ou moins successifs.

Cela au moment où fonctionnaires, cheminots, postiers et enseignants envisagent une « action » de 24 heures, alors que l'E.D.F., le Gaz de France, les mineurs et la R.A.T.P. sont pour le moment en dehors du mouvement. Probablement pour les garder en réserve pour une autre action de 24 heures, après ou avant un mouvement des métallurgistes, si l'on ne peut éviter de faire débrayer un jour ceux-ci ensemble.

Impuissantes à éviter la généralisation de nos luttes, les Centrales syndicales s'efforcent d'essoufler les travailleurs. On connaît l'effet désastreux de ces grèves où les métallos s'arrêtent 24 heures pour ensuite se « débrouiller » à venir au travail sans autobus, puis un autre jour sans chemin de fer, ensuite devoir récupérer un samedi parce que l'usine a fermé un jour de semaine par suite d'une grève de l'E.D.F.

Une grève de 24 heures, ne peut être efficace que si elle est pour nous l'engagement et pour le patronat la menace que nous ferons plus si nous n'avons pas satisfaction, sinon, elle ne fait peur à personne et ne trompe que nous.

Ce que nous voulons en 1964 c'est :

— Une diminution importante du temps de travail avec un horaire hebdomadaire inférieur à 40 heures sans perte de salaire.

— La garantie des salaires quelles que soient les fluctuations économiques.

— La garantie des conditions de travail (salaire, durée du travail, sécurité, libertés ouvrières et syndicales, etc... dans le cadre d'une convention collective nationale).

— Le contrôle ouvrier sur la production et la répartition permettant de réaliser un programme de production de paix et de satisfaire les besoins de la grande masse des travailleurs.

Sommes-nous capables de faire céder le patronat et son Etat sur ces questions vitales ?

Cela ne fait aucun doute. Mais pour cela, il faut agir tous ensemble, savoir exiger notre dû sans excitation, mais fermement, comme des hommes. Et puis surtout, revenir aux solutions collectives. Ne pas se laisser enfermer dans les solutions individuelles ou catégorielles qui fractionnent nos luttes et nous divisent.

Cela veut donc dire, nous occuper nous-mêmes de nos affaires, sans rester à la merci des directions syndicales qui décident de notre sort.

A ceux qui ne savent pas d'apprendre. A ceux qui savent d'oser.

Ce n'est pas plus compliqué que de jouer au tiercé, cela ne coûte pas plus cher et ne prend guère plus de temps.

Mais quel pari sur notre vie actuelle et sur notre avenir !

V. O.

A Chypre, où Grecs et Turcs s'affrontent :

Y A-T-IL UNE SOLUTION ?

Trois jours après le vote au Conseil de Sécurité d'une résolution sur Chypre faisant appel à la modération des deux communautés, et recommandant l'envoi des casques bleus dans « l'intérêt de la sauvegarde de la paix », les fusillades ont repris interrompues par des fragiles « cessez-le-feu ». La coupure s'accentue entre Chypriotes grecs et chypriotes turcs.

Et cependant, à Chypre, Grecs et Turcs ont vécu en paix pendant plusieurs siècles.

A l'origine, l'île était peuplée de Grecs. Les Turcs apparurent avec la conquête de Chypre par l'empire Ottoman, au XVIe siècle : pour « tenir » la population, le Sultan fit distribuer des terres à 20.000 ou 30.000 soldats turcs qui s'installèrent dans l'île avec leurs familles. A noter que cse terres furent enlevées à la noblesse vénitienne qui occupait le pays auparavant, et non aux Grecs.

La domination du Sultan de Constantinople fut relativement libérale, en ce sens qu'elle laissa à l'église grecque le droit de s'occuper d'une partie des affaires de la communauté grecque de l'île. Cette tradition s'est poursuivie jusqu'à nos jours : l'actuel Président de la République chypriote est l'archevêque Makarios.

Au cours des siècles, la colonie turque s'intégra complètement au pays, et devint à la longue tout aussi opprimée que la communauté grecque. Des sympathies apparurent entre les deux populations, et l'on put voir des soulèvements contre le Sultan où les deux communautés luttèrent côte à côte.

Au début du XIXe siècle, l'empire turc commença à craquer de l'intérieur. Diverses nationalités qui le composaient se révoltèrent et donnèrent naissance à des états nationaux. En 1830, un Etat grec indépendant était fondé.

Le nationalisme grec était né, et les Chypriotes grecs revendiquèrent le rattachement à la « mère patrie » (Enosis). Mais l'île continua à faire partie de l'Empire ottoman. Cependant, à cette époque, on ne vit pas s'éveiller une conscience nationale au sein de la communauté turque, pour la simple raison que l'empire turc demeurait encore formé d'une mozaïque de nationalités. Un nationalisme turc y était donc difficilement concevable. **Quelques dizaines d'années plus tard, un nouveau partenaire entra dans le jeu : l'Angleterre.** Le gouvernement de « Sa Majesté » occupa Chypre en 1878, avec l'acord du Sultan — en contrepartie de services rendus, et... parce que les Anglais étaient les plus forts —. L'île, cependant, faisait toujours partie juridiquement de l'Empire turc. Cette situation dura jusqu'en 1914, date à laquelle la Grande-Bretagne et la Turquie se trouvèrent en guerre. Le gouvernement de « Sa Majesté » annexa donc Chypre... L'intéret que portait, et que porte encore, le gouvernement britannique à la possession de l'île s'explique avant tout par des considérations stratégiques. Chypre n'est en effet qu'à 380 km de Port-Saïd, qui garde l'entrée du canal de Suez, à quelques heures par bateau, et à quelques dizaines de minutes par avion d'Israel, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie, de l'Irak, et enfin de la Turquie et de la Grèce elles-mêmes. C'est-à-dire qu'elle peut servir de base pour attaquer, ou aller « rétablir l'ordre » dans ces divers pays, comme ce fut le cas pour l'Egypte en 1956 lors de la nationalisation du canal de Suez.

Enfin, Chypre sert actuellement de refuge à deux importantes bases britanniques, dans le cadre de l'O.T.A.N., la Russie, en effet, n'est pas très loin, à 1.000 km environ. Des bombes atomiques seraient, dit-on, entreposées dans ces bases.

On voit donc les raisons impérieuses qui poussèrent les Anglais à occuper l'île, et à y maintenir leur domination. Pour pouvoir régner, l'Angleterre divisa. Afin de mieux démanteler l'Empire turc, les Britanniques avaient, au début de l'occupation, appuyé les Grecs, allant jusqu'à promettre de céder l'île à la Grèce en 1914... à la seule condition que ce pays entre en guerre au côté de la

(Lire la suite en page 7)

Pour suppléer les réformistes défaillants :

La C.F.T.C. veut perdre un C

DEPUIS longtemps engagée, la bataille des partisans de la suppression de la référence « Chrétienne » de la C.F.T.C. vient d'entrer dans une phase décisive. Le 22 février, le conseil confédéral, par 33 voix contre 8 et 5 abstentions a approuvé l'ensemble des textes sur lesquels doit se prononcer le congrès spécial prévu pour les 6 et 7 novembre prochains.

Il est donc probable que le congrès approuvera une position appuyée au dernier congrès, dans des votes de procédure par 60 à 70 % des mandats, malgré les menaces de scission des conservateurs, ceux qui affirment, à juste titre, que cette suppression d'un symbole recouvre la suppression d'une politique (ceux-là scissionneront d'ailleurs probablement pour recréer une centrale chrétienne). Avant de changer son sigle la C.F.T.C. s'est transformée dans sa composition. Cette centrale apparemment combative n'a plus l'aspect du syndicat jaune « de papa » monté par des patrons chrétiens pour faire pièce aux syndicats ouvriers, sous couvert d'un rassemblement de tous les hommes de bonne volonté.

Cette évolution ne fut pas sans crise. Ce sont les deux grands traumatismes sociaux de 1936 et de la guerre qui présidèrent à cette transformation. En permettant la conquête de l'ancien appareil syndical réformiste de la C.G.T. par le P.C.F. ils brisèrent l'influence des groupes socialistes sur l'essentiel de la classe ouvrière. Et quand ceux-ci scissionnèrent en 1947 en créant Force Ouvrière, ils s'avérèrent incapables de reprendre un tant soit peu leur place dans les usines. Compromis dès sa création, puis par son soutien aux gouvernements, en particulier socialistes, qui se succédèrent, F.O. se déconsidéra très vite dans de nombreux secteurs. Par contre, la C.F.T.C. réorganisée après la guerre par des tenants du christianisme social, aidée par le visage social que l'Eglise tente de se donner, commença à muer. La tendance « reconstruction » appuyée par les syndicats les plus dynamiques de la Confédération, conquit lentement la majorité.

Les compromissions de F.O., la politique démobilisatrice de la C.G.T., son appui sans réserve à l'URSS, tout tendait à faire apparaître la C.F.T.C. comme « plus honnête » (contre Suez et Budapest). Préconisant une politique « réaliste » d'accords maison, elle influençait plus rapidement les couches, techniciens, fonctionnaires, où l'esprit corporatif subsiste et où le manque de traditions de lutte favorise le combat uniquement pour le « bifteck ».

Enfin, ne répugnant pas à la démagogie partout où elle est suffisamment faible pour que des paroles gauchistes ne l'engagent pas, la C.F.T.C. se permet souvent de dénoncer la politique de trahison de la C.G.T. Ainsi, l'année dernière, lors de la grève des mineurs, ce fut la C.F.T.C. qui préconisa un mouvement général contre l'avis de la C.G.T. toujours partisante des grèves tournantes. Dynamique, apparemment réaliste, ne répugnant pas à la parole radicale ou à l'action décidée, partenaire considérée et favorisée lors des « accords » avec le gouvernement ou le patronat, la C.F.T.C. a su dans une certaine mesure se composer le visage « nouveau » d'un syndicalisme jeune, combattif, à l'américaine, débarrassé des « vieilleries politiques ». Visage qui ne manqua pas d'influencer, en cette période de calme relatif et d'absence de mouvement d'envergure, les ouvriers écœurés de la C.G.T. et nombre d'inorganisés.

Actuellement deuxième syndicat, représentant 20 % des électeurs à la sécurité sociale, la C.F.T.C. apparaît l'organisation « dans le vent ». Politiquement appuyée par le P.S.U., son aile gauche partisante d'un socialisme moderne préconisant la participation syndicale à la « gestion » des entreprises et de l'Etat, a su rapiécer les vieux oripeaux de la collaboration de classe. Mais le poids du passé reste lourd dans le syndicat des curés dont les statuts se proclament contre la lutte des classes et s'inspirent « des principes de la morale chrétienne », dont les positions « sont dictées par la préoccupation de préparer le triomphe d'un idéal de paix en faisant prévaloir l'esprit de fraternité » (art. 1 des statuts).

(Lire la suite en page 7)

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

EST-IL LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE ?

sur ce thème

« VOIX OUVRIERE »

organise une réunion publique suivie de débat

Le JEUDI 19 MARS, à 20 h. 30

à la MUTUALITE, Salle D (1er étage) **- PARIS (5e)**

COMITES PARTOUT !

QUELQUES années avant la guerre, dans la plupart des manifestations de rue, des milliers de poitrines clamaient : « Les Soviets partout », mais déjà à cette époque, cette formule n'avait plus grande signification. Ceux qui criaient affirmaient beaucoup plus leur sympathie pour le premier Etat des Soviets ouvriers et paysans, que pour l'idée même des Soviets, les « conseils » ou « comités » ouvriers.

Comités voilà un mot simple et pourtant devenu presque incompréhensible tant il a été galvaudé.

On pourrait en limiter la définition à celle du petit Larousse : « Réunion de membres choisis dans une assemblée, dans une société, pour examiner certaines affaires ». Cette simple définition suffirait à contester l'appellation de comités à certains groupements qui s'en réclament mais qui seraient bien en peine de dire quelle assemblée les a choisis.

Mais ce qui nous intéresse c'est d'analyser du point de vue révolutionnaire le rôle des « comités ».

Quelle forme d'organisation ils représentent pour les ouvriers.

Dans l'activité quotidienne les syndicats représentent une certaine forme d'organisation des travailleurs. Nous avons vu, dans un précédent article, que cette forme d'organisation, même bureaucratisée à l'extrême, pouvait être utilisée par des travailleurs révolutionnaires avec une certaine efficacité à condition de ne pas se faire trop d'illusions à son propos. Mais la bureaucratisation des syndicats a rejeté la grosse majorité des travailleurs hors de l'organisation ouvrière. C'est pourquoi, lorsque la lutte atteint un certain degré, les travailleurs sont contraints de rechercher d'autres formes d'organisation. Ce sont les Comités qui leur offrent cette forme plus appropriée, plus directe, plus démocratique. Au lieu d'organismes constitués, permanents, les comités constituent un mode de représentation direct, moins stable mais beaucoup plus contrôlable par la base.

Les comités n'ont pas des programmes larges et achevés. Ils sont élus circonstanciellement pour prendre en charge la réalisation de tâches précises, définies par des assemblées de travailleurs. Leurs initiatives sont limitées. Leur action est fixée dans un cadre précis élaboré par l'assemblée des travailleurs. Par exemple s'il s'agit d'une grève, le comité... de grève est élu pour diriger la grève dans le cadre des objectifs fixés pour cette grève. Si la situation évolue et que les objectifs doivent être modifiés le Comité ne peut le faire de sa propre autorité. Il doit en référer à l'ensemble de ses mandants, les faire se prononcer par vote sur les nouvelles perspectives. Il doit en référer à l'ensemble de ses mandants non pas seulement parce qu'il en a fait la promesse, qu'il en a pris l'engagement, mais parce que sa seule autorité il la détient des travailleurs qui l'ont élu. Prendre le risque d'une attitude qu'il n'a pas fait approuver par ceux qu'il represente, c'est prendre le risque d'être désavoué, de se retrouver seul, et sans aucun pouvoir.

Les représentants syndicaux peuvent prendre le risque d'une orientation qui n'a pas reçu l'approbation des ouvriers. Ils sont responsables devant leur syndicat qui, lui, s'appuie sur son propre appareil dans le cadre de la législation. Le comité, lui, n'a pas d'appareil sur lequel s'appuyer. Son autorité, il la détient de la masse des travailleurs. Il ne peut se passer de leur appui donc de leur contrôle.

A notre époque, si les syndicats peuvent jouer un certain rôle dans les périodes stables, ils deviennent tout à fait insuffisants dans les crises sociales. Pourquoi ? D'abord parce que les syndicats ont un rôle essentiellement économique et qu'à l'époque du capitalisme impérialiste la moindre lutte revendicative prend rapidement un caractère politique auquel ils ne sont pas préparés. Ensuite, parce que les syndicats, à notre époque, ne représentent qu'une faible minorité du monde ouvrier, alors que de plus en plus les conflits sociaux revêtent un caractère de masse. Enfin parce que les syndicats sont des appareils qui font partie de l'économie bourgeoise et qu'ils ne prendront ni l'initiative, ni la responsabilité d'une lutte contre l'ordre social existant. Or, toute lutte importante met en jeu aujourd'hui cet ordre social. C'est pourquoi d'ailleurs les syndicats tiennent tellement aux mouvements revendicatifs limités.

Les dirigeants des syndicats savent bien que plus les mouvements sociaux prennent de l'ampleur, plus leur caractère politique s'affirme et moins ils les contrôlent. Ils se sentent inefficaces, inutiles, dépassés. Leur première réaction est d'éviter que les conflits sortent des sentiers battus, et de les contenir dans un cadre traditionnel où ils peuvent facilement les contrôler.

Lorsque l'action s'amplifie, les comités deviennent une nécessité. Pour éviter d'avoir en face d'eux des comités dont l'autorité ne manquerait pas de contester la leur, puisque leur représentativité serait beaucoup plus grande, les dirigeants des syndicats mettent en place des organismes hybrides. Mais ces soi-disant « comités » n'en sont pas, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas désignés par l'assemblée des travailleurs. Quelquefois les dirigeants syndicaux font ratifier par une assemblée plus ou moins nombreuse le « comité » désigné par eux. Dans ce cas la forme démocratique est respectée, mais le contenu reste bureaucratique, les travailleurs n'ayant aucun contrôle sur l'action du comité, aucun moyen d'en modifier éventuellement la composition ni de guider son orientation.

D'autres fois encore, les dirigeants de syndicats forment des organismes parallèles qu'ils baptisent comités et qui sont en fait des Cartels syndicaux.

Une entente spectaculaire de quelques dirigeants de différents syndicats, la coopération de quelques inorganisés de service et voilà un comité d'apparence très démocratique mais sur lequel les travailleurs n'ont aucun contrôle.

Les comités doivent être des organismes élus de tous les travailleurs en lutte et de plus, élus pour des tâches bien précises, décidées après discussion et vote par ces mêmes ouvriers en lutte. Les comités ont la forme la plus démocratique d'organisation des travailleurs. Evidemment leur caractère de représentation directe rend leur fonctionnement assez lourd puisqu'ils doivent en permanence prendre l'avis de leurs mandants, puisque leurs membres sont élus et révocables à tous instants et que selon les tâches fixées par l'assemblée il convient de modifier la composition des Comités. Mais ce handicap est beaucoup moins grave que la rigidité du fonctionnement bureaucratique des syndicats. Il vaut mieux prendre le temps de rassembler tous les travailleurs pour prendre une décision dont ils auront à assumer l'exécution, plutôt que de laisser ce souci à quelques dirigeants soi-disant avertis.

Il est bien évident que dans ces conditions les Comités ne peuvent exister que dans les périodes de lutte. Les comités sont la forme d'expression des travailleurs en lutte. Pour qu'ils fonctionnent normalement il faut que leurs mandants soient prêts à chaque instant à se réunir et à délibérer. Cela signifie un certain degré de combativité.

Les comités peuvent-ils surgir spontanément ? L'exemple des soviets en 1905 et en 1917 nous donne une réponse affirmative. Toutefois dans de nombreuses circonstances, la formation de comités dépend essentiellement d'initiatives prises par certains ouvriers. C'est donc au départ de la formation des comités que l'intervention du parti de la classe ouvrière, de son organisation politique est nécessaire. C'est en cela que consiste le rôle des militants révolutionnaires : non pas à penser pour les travailleurs, à prendre les décisions à leur place, mais à fournir aux travailleurs en lutte des éléments décidés, honnêtes, sincères et qualifiés pour « se mettre en avant ». Se mettre en avant non pour s'imposer, mais pour permettre à de nombreux ouvriers honnêtes et dévoués de vaincre leur timidité et d'apporter à la lutte toutes leurs qualités. C'est aussi dans le déroulement de l'action que les militants organisés politiquement sont nécessaires pour éclairer les travailleurs et les aider à surmonter les difficultés. C'est au travers des comités que les travailleurs apprennent le fonctionnement réel de la démocratie ouvrière, qu'ils apprennent à prendre eux-mêmes des décisions, à juger entre les différentes propositions qui leurs sont faites, à prendre leurs responsabilités politiques, à devenir une classe ayant ses propres objectifs et ses moyens propres pour les réaliser.

Les comités ne sont pas une panacée. Leur efficacité est fonction du niveau de la lutte ouvrière. Mais ils sont la forme indispensable de la réalisation de la démocratie ouvrière, la forme nécessaire à l'intervention directe des travailleurs dans l'action politique.

Lénine disait à peu près, en schématisant : que le socialisme c'est l'électrification et les soviets. Ce qui signifie que le socialisme correspond à un certain degré d'évolution de la technique et à une certaine forme d'organisation politique des travailleurs. Le niveau technique actuel permet la réalisation du socialisme. Il reste à créer la forme d'organisation directe des travailleurs : les soviets, les comités et à en faire les organismes du pouvoir ouvrier. Ce n'est nullement une utopie, les travailleurs sont fort capables de former les comités et gouverner et eux-mêmes et le pays. Ce qui manque à l'heure actuelle c'est l'organisation capable de capitaliser leur expérience et leurs capacités. Ce qui manque, c'est la minorité capable de s'organiser pour rendre confiance à l'ensemble des travailleurs en eux-mêmes, capable de leur apprendre à oser.

Si après la lamentable dégénérescence des partis communistes, le terme « soviet » a perdu son attrait politique mobilisateur, la formation de « comités d'usine » doit apparaître comme le mot d'ordre essentiel de l'heure.

Si les ouvriers de 1936 scandaient sans trop en connaître la signification : « Les soviets partout », ceux de 1964 doivent apprendre à former partout des comités ouvriers.

Henri VAUQUELIN

«Confidences» syndicaliste ou une inconscience de classe

Le premier numéro d'« Antoinette » (nouvelle série) vient de paraître, et si la présentation ne laisse rien à désirer, on ne sait que dire devant le contenu.

Recettes de cuisine, pages tricots, enquête sur « La femme, le travail, et l'amour » (et ce n'est pas seulement le titre de notre enquête, c'est notre raison d'être, dit l'éditorial), article « de fond » sur Sacha Distel, roman photo même. On connaissait déjà les pages de mode de la « Vie Ouvrière », mais « Antoinette » semble vouloir rivaliser avec la presse dite féminine pour ne pas dire avec la presse du cœur.

Il faudrait savoir si la C.G.T. publie des journaux destinés à éclairer, à éduquer les travailleurs, ou si elle cherche avant tout à vendre du papier.

Sur ce terrain-là d'ailleurs, les bourgeois, qui ont « les moyens », sont imbattables, et il y a fort à parier qu'« Antoinette » n'inquiètera pas sérieusement M. Del Duca.

Le syndicalisme, le vrai, celui qui luttait pour l'émancipation des travailleurs, n'avait pas ce mépris pour les ouvrières, il les considérait comme des prolétaires à part entière, des camarades de lutte dans le combat pour l'abolition du salariat.

Il faut que des dirigeants syndicalistes soient tombés bien bas pour croire qu'on ne peut intéresser les travailleuses qu'en leur parlant tricot ou yéyé, pour confondre ainsi « copines » et camarades.

Mais il est vrai qu'il y a longtemps que pour eux-mêmes le mot lutte de classe ne signifie plus rien, et qu'ils n'ont plus rien à dire à ce sujet à personne.

P. V.

Prière d'adresser la correspondance à

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10°)

et d'envoyer les fonds à

M. Maurice SCHRŒDT
(même adresse)

C. C. P. 9424-78 - PARIS

Il y a Ilya, du pétrole, une crise et les syndicats

LA presse de ces jours derniers en même temps qu'elle rapportait des incidents — dont un meurtre — survenus à la suite d'une fusillade qui fit plusieurs victimes au cours d'une réunion syndicale entre partisans et adversaires de la politique « révolutionnaire » qu'envisage la C.G.T. argentine, annonçait que le trust pétrolier « ESSO-International » allait attaquer en justice le gouvernement argentin pour avoir annulé les concessions pétrolières accordées aux sociétés privées. Et ces événements sont liés les uns aux autres bien plus encore que par les hasards de l'actualité.

La mesure de nationalisation prise le 15 novembre 1963 par le gouvernement s'attaquait aux trusts étrangers qui tiraient de substantiels bénéfices des ressources pétrolières d'Argentine.

A l'époque, bien que relativement modérées, les réactions américaines avaient été immédiates : le sous-secrétaire d'Etat Averell Harriman avait menacé de ne plus accorder de prêts au gouvernement argentin qui, disait-il, avec ces mesures « tuait la poule aux œufs d'or ».

Dès le 12 octobre 1963, le Président Ilya, qui venait d'être élu, définissait ainsi la politique économique et financière qu'il entendait mener durant son mandat :

Pour redresser la situation économique qui s'aggrave considérablement depuis ces quatre dernières années et ceci dans une économie qui stagne depuis quinze ans, le gouvernement se propose d'intervenir d'une façon décisive pour faire redémarrer l'économie et supprimer le chômage. Il met en avant un plan qui s'étend sur plusieurs années et qui a pour but de donner au pays une base saine en matière de pétrole, énergie électrique, transports, sidérurgie, services publics. Ilya proclame le rôle important de l'Etat dans le développement de l'économie nationale. En matière de politique pétrolière, il annonce « la mise en application de promesses souvent faites mais jamais réalisées : l'annulation des contrats avec les compagnies étrangères ».

C'est donc un mois seulement après, qu'il promulgue les décrets qui annulent les contrats des dix compagnies dites d'exploitation et des quatre compagnies dites de recherche qui avaient des concessions en Argentine.

Il laisse cependant le droit aux contractants de réclamer une compensation par voie de justice. C'est de ce droit dont vient d'user Esso. Le gouvernement argentin avait déjà pour sa part introduit une action en justice pour déterminer les pertes subies par le pays à cause de l'exploitation irrationnelle des gisements de pétrole, du stockage inadéquat, de la limitation de la production des gisements dépendant de l'Etat argentin du fait de l'obligation d'accepter en priorité toute la production des compagnies étrangères, et les impôts que les Compagnies étrangères auraient dû payer si elles s'étaient vu appliquer la législation fiscale normale.

Il est manifestement dans les intentions d'Ilya d'essayer d'appliquer son plan avec le plus de formes possibles pour ne pas trop heurter les puissances impérialistes. Mais leur éviction de ce secteur économique reste pour les trusts pétroliers une grosse perte. Certes, le pétrole d'Argentine n'a pas l'importance du pétrole vénézuélien, mais si Ilya a pu prendre de telles mesures « en douceur » c'est que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux ou semi-coloniaux est une force qui sans cesse grandit et permet aux Etats nationaux des pays sous-développés de prendre des mesures anti-impérialistes sans que l'impérialisme puisse riposter aussi sommairement et brutalement qu'il le désirerait.

Dans nombre de pays de l'Amérique latine, tout en empêchant par la force ou plus simplement par la concurrence, la bourgeoisie nationale de se développer, l'impérialisme, anglais, français, mais surtout U.S., a cependant implanté de nombreuses entreprises industrielles employant un prolétariat relativement important par rapport à la faiblesse de la bourgeoisie nationale, et très concentré. L'Etat de ces pays en porte généralement la marque et s'il défend les intérêts impérialistes contre le prolétariat, il lui arrive parfois, lorsqu'il est « indépendant » de l'impérialisme, de défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale (baptisés « intérêt national ») contre l'impérialisme, en s'appuyant sur le prolétariat. Cette éventualité se présente souvent lors d'une crise par l'alternative : s'attaquer aux positions impérialistes ou céder sous la pression du prolétariat en lutte.

Le cas de l'Argentine est cependant un peu plus nuancé car la situation exceptionnelle du pays durant les années de guerre où les ressources des « alliés » ne suffisaient pas à satisfaire leurs besoins civils et militaires, permit à la bourgeoisie argentine de faire des affaires qu'elle n'aurait pas pu faire en temps normal, d'exporter vers les pays belligérants et de se développer considérablement.

Ce furent les années de gloire de Péron de 1942 à 1948. En 1946, le gouvernement argentin profite du boom économique qui le libère de l'impérialisme pour avancer dans la « conquête de l'indépendance » et racheter les Compagnies de chemin de fer françaises et anglaises, les principales Compagnies du Gaz, celle de l'Union téléphonique du Rio de la Plata. L'aisance de la bourgeoisie va se traduire par une élévation du niveau de vie des travailleurs de l'industrie et par la formation de toute une bureaucratie syndicale sur laquelle va s'appuyer Péron et qui va survivre à la prospérité comme à son régime. Mais l'effondrement des exportations obligea le gouvernement à se tourner de nouveau vers les Etats-Unis. Et le même Péron qui, en 1947, affirmait que l'Argentine avait conquis son indépendance économique et qu'il se couperait les bras plutôt que de demander aux U.S.A. une aide financière, signait le 25 avril 1955 un important accord avec la Standard Oil de New-Jersey, se résignant ainsi à faire appel aux trusts anglo-saxons pour l'exploitation du pétrole argentin. Le gouvernement Péron tombait très rapidement après, le 13 novembre de la même année. Les années suivantes la situation économique ne s'améliorait pas et la production restait dans le même marasme.

En 1958, le président Frondizi, élu avec l'appui des péronistes parce qu'il se déclarait hautement anti-impérialiste et se faisait le champion d'une politique nationale en matière de pétrole, devait pratiquer, une fois arrivé au pouvoir, une politique de rapprochement avec les Etats-Unis.

La situation économique non seulement ne s'améliorait pas, mais l'Argentine connaissait une dépression particulièrement aiguë à partir de 1962 qui voit le volume de la production diminuer de 20 % par rapport à 1961 et la consommation nationale de 10 %. Cette situation donne à l'Argentine une situation politique des plus instables et Frondizi est déplacé en 1963 par une junte militaire qui gouverne quelques mois. Les élections d'octobre 1963 portent à la Présidence Ilya qui se fait élire sur la base de l'anti-impérialisme et de l'indépendance économique.

La gravité de la crise devait donner à Ilya le courage d'affronter l'impérialisme et en particulier l'impérialisme yankee.

Il faut dire que les syndicats, extrêmement puissants et en majorité péronistes, pèsent de tout leur poids dans le même sens. Et bien qu'elle connaisse bien les « syndicalistes » péronistes et assimilés, la bourgeoisie argentine avec la radicalisation de la politique de la C.G.T. sent très bien que quelles que soient les mains qui la tiennent, l'arme qu'on applique sur sa nuque est l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

Et sa peur est partagée par l'impérialisme américain qui se contente de tenter de sauver quelques meubles devant les tribunaux.

Emmanuelle SABATER

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

RÉGIE RENAULT (BILLANCOURT)

DANS LES BUREAUX

PRODUCTIVITE MON BEAU SOUCI !

Il y a du remue-ménage dans les services médicaux : le médecin-chef vient d'être remplacé (parce que pas assez souple) par un directeur « administrateur » qui, comme par hasard, se trouve être un proche parent d'un dirigeant de la D.P.R.S.

Cette opération couronne une réorganisation de ces services qui dure depuis quelque temps déjà. Et ceci est à rapprocher de ce qui s'est passé il y a quelques mois au service « hygiène et sécurité » : là aussi, le directeur a été « déposé » de façon peu élégante et remplacé par... le même personnage que ci-devant.

Le but : enlever à ces services le peu d'indépendance dont ils jouissaient encore et rendre toutes leurs décisions tributaires de la direction du personnel. Ainsi sera évité qu'un médecin encore naïf et croyant à son rôle, ou qu'un agent de sécurité prenant sa tâche au sérieux, ne risque d'entraver, par une intervention intempestive, la marche « normale » de la sacro-sainte production.

CHASSE A L'HOMME (suite)

Les syndicats viennent d'être convoqués par la direction (à la suite de leur lettre de protestation contre le renforcement des méthodes vexatoires du gardiennage) pour s'entendre « rassurer » : Il paraît qu'il n'y aurait plus de « chasse à l'homme » et qu'il serait mis bon ordre aux quelques « abus » constatés.

... Seulement, maintenant, ce sont des gardiens « en civil » qui nous obligent à exhiber nos papiers, à plusieurs reprises, au moindre déplacement.

On se croirait revenu au bon temps de l'occupation !

Extrait du (N° 167 de la **V.O.** R.N.U.R. Bureaux.)

AU DÉPARTEMENT 18

MAIN-D'ŒUVRE INDIRECTE OU LES IMPRODUCTIFS

Sur ordre de la direction générale, dans notre groupe mécanique, on fait la chasse aux improductifs. Honte à vous si vous êtes caristes, affûteurs ou magasiniers. La direction ne considère pas ces postes comme productifs. Et déjà dans certains secteurs (traitement thermique) des « techniciens » viennent contrôler, analyser le travail de ceux qui sont considérés comme improductifs.

Cette catégorie que la direction crée de toutes pièces, productifs, improductifs, ne doit pas nous séparer. Il n'est que de voir le sort qui est réservé aux « productifs », on leur demande d'abord de faire équipe, puis on supprime l'équipe et l'on doit rester alors souvent plus d'une journée sans poste de travail en attendant d'être mutés, et à quelles conditions.

Productifs ou improductifs, nous subissons la même exploitation. Ce que cherche la direction, c'est à rationaliser sa production à son profit et sur notre dos.

Nous ne devons admettre ni déclassement, ni mutation, ni changement de poste qui entraîne une perte de salaire.

La direction n'ose pas licencier les « excédentaires » ouvertement mais elle pense nous impressionner avec toutes ces mesures. Il y va de nos conditions de vie et cette affaire nous concerne tous.

(N° 97 de la V.O. R.N.U.R., Département 18

AU BATIMENT "C"

LES DEPORTES DU TRAVAIL

La Direction vient de nous donner une preuve de plus de la considération qu'elle a pour son personnel :

Des ouvriers du Mans ont été mutés à... Flins. Et ceci, sans aucune considération pour la situation de famille ou les convenances personnelles des intéressés.

Douze ouvriers qui avaient refusé de se laisser déporter dans ces conditions, ont été congédiés.

Ces méthodes (qui nous rappellent la pire époque du fascisme), c'est sans doute ce que messieurs les capitalistes appellent : rendre la main-d'œuvre fluide.

Et comme toujours, la Régie est à la pointe du progrès.

(Extrait du n° 138 de la **V.O.**, (N° 138 de la **V.O.**,

Lire la V.O. c'est bien... la soutenir c'est mieux

A U5

POUR UN PLAT DE LENTILLES

Le billet de loterie pour le tirage d'une voiture (cinq « R-4 » pour toute l'usine) est certes un beau cadeau de la direction !

Emportée par son élan, elle a en même temps affiché la prime de juillet, 190 F, au coefficient 100, plus 90 F de prime uniforme exceptionnelle.

Quand on donne, on aime aussi recevoir. La direction demande donc en échange que la production soit assurée sans perturbation jusqu'aux vacances : sinon, pas de prime. Supportez la chiourme et ses brimades, la flicaille et la discipline, les 48 heures et les cadences, les bas salaires et les injustices, l'insécurité et les mauvaises conditions de travail, et vous aurez... la prime.

En vendant son droit d'aînesse pour un plat de lentilles, Jacob lui, avait au moins gagné la liberté.

(N° 87 de la V.O. R.N.U.R. U.5)

AU DÉPARTEMENT 37

LA BONNE VOIE

Dans l'éditorial de la dernière « Voix de l'Usine », Benoît Frachon déclare qu'à l'offensive générale concertée, il faut riposter par la contre-offensive générale concertée et cite l'exemple des travailleurs de Nantes et Saint-Nazaire et il explique que si leur combat reste limité aux lieux choisis par le patronat, il risque de se conclure au mieux par quelques compromis, non négligeables certes, mais pas décisifs.

Il rappelle aussi la décision de la Fédération de la métallurgie de coordonner l'action des deux millions de travailleurs de cette branche.

Les tracts de ces derniers jours nous rapportent les débrayages des différents secteurs de l'usine et le « Clou » s'étonne de l'inaction de notre département.

Les débrayages qui ont lieu actuellement dans l'usine, même si on y inclut des revendications générales, sont avant tout déclenchés pour des revendications particulières : les forgerons parce que les décès avant l'âge de la retraite y sont trop fréquents : au Département 12 pour ne faire que 8 heures au lieu de 10 le samedi.

Au Département, nous ne sommes pas à la traîne, nous l'avons montré au moment des vacances quand la direction voulait nous imposer son horaire. Nous avons aussi été capables de faire deux jours de grève pour qu'un délégué n'ait pas de sanction.

Mais nous avons aussi fait le bilan des grèves tournantes. Une équipe a été consultée sur les formes de lutte et a catégoriquement écarté ce genre d'action au profit d'un mouvement général. Un projet de manifestation des outilleurs de l'usine s'est perdu en cours de route.

La C.G.T. nous invite à agir dans l'unité, mais elle lance seule l'idée d'un mouvement localisé alors qu'elle sait que la C.F.T.C. y est opposée et préconise un mouvement au moins à l'échelle de l'usine.

Le congrès de la C.G.T. approche, alors, il faut inscrire un mouvement de plus au palmarès. Mais après ?

Que ceux qui se plaignent de notre inaction consultent tous les ouvriers de l'usine pour les revendications générales : retour immédiat aux 40 heures, 250 F d'augmentation par mois, salaire mensuel garanti, retraite à 60 ans, et ils seront sur la bonne voie.

Mais, en attendant, ils veulent nous entraîner sur la voie de garage. Celle que nous ne voulons pas prendre.

TA MEDAILLE

Pour les copains à qui elle a été attribuée récemment.

Comme pour le survivant d'une grande bataille...

Pour glorifier l'exploit surhumain accompli...

Pour avoir survécu si longtemps au travail...

Ils s'acquittent avec une médaille du labeur de ta vie.

35 ans de travail ce n'est plus la jeunesse... c'est l'incertitude, la mauvaise référence. La médaille dans ce cas, c'est le clou qui te rive, c'est la porte de l'usine qui se ferme sur toi, et la porte des autres que l'on ferme devant toi.

C'est ton boulet... ta croix : Un ruban tricolore dont l'égide vermeille luit de sombres aurores. Et de jours sans soleil.

(**N° 174 de la V.O., RNUR départ 37.**)

R. N. U. R. GÉNÉRALE

LE BAGNE DOIT DISPARAITRE

Une campagne pour la retraite à 55 ans pour les ouvriers de forges a été déclenchée par la C.G.T. à la suite du décès prématuré du forgeron Marcel Coulon.

La retraite à 55 ans pour des travailleurs qui ont des années de forge est une nécessité.

Mais cette mesure est insuffisante. Partir à la retraite à 65 ans et à 55 ans pour les forgerons, cela veut dire être mis au rencart quand on est usé. Il faut exiger la diminution du temps de travail et un horaire encore plus réduit pour ceux qui ont des travaux pénibles.

Il faut aussi exiger la modernisation des forges et des fonderies. Notre usine est sur ce point un objet de scandale. Pour augmenter la production on ne lésine pas sur les investissements. Mais pour soulager la peine des hommes on ne connaît que les économies.

La direction a trouvé qu'il valait mieux attirer des ouvriers par une paye un peu meilleure que reconstruire ses installations vétustes.

La retraite à 55 ans, un salaire plus élevé sont une solution d'attente mais ce que nous devons exiger c'est que le travail des forges et des fonderies ne soit pas plus pénible qu'un autre. En 1964 les solutions techniques existent. Elles coûtent peut-être cher mais notre vie n'a pas de prix...

Il faut aider ceux qui, pour gagner leur vie, ont été contraints d'accepter le bagne. Mais il faut aussi supprimer le bagne.

CONTRE LES CONTRATS PROVISOIRES

Au Mans, 35 ouvriers sous contrat provisoire se sont vus refuser le renouvellement. Cent autres seraient bientôt dans le même cas.

Il est grave de priver ces ouvriers de leur gagne-pain, dans une région où ils ne retrouveront que difficilement du travail.

Ces licenciements sont incontestablement facilités par la forme provisoire du contrat d'embauche qui supprime toute indemnité et retire toute protection légale. La Direction tourne les lois sociales et ainsi se crée une masse de main-d'œuvre qu'elle peut licencier à tout moment et qu'elle espère, en lui créant une situation instable, rendre docile.

Notre sort dépend de leur. Si nous laissons la Direction nous attaquer les uns après les autres, nous finirons par être embauchés et débauchés suivant les besoins saisonniers de l'automobile.

Il est bien possible qu'au Mans, dans une région où le travail manque, nos camarades soient obligés d'accepter des contrats de misère.

Raison de plus pour combattre tous ensemble pour une remise à jour de la Convention Collective de la Métallurgie qui les interdisent.

(V.O. R.N.U.R. Générale.)

A L'ENTRETIEN

ETRES PAYES... LES YEUX FERMES

D'une façon générale, aucun ouvrier ne peut prévoir d'une quinzaine à l'autre, quel sera exactement son salaire. Les tarifs varient selon les machines, on ne trouve pas deux ouvriers payés selon le même tarif, et le même ouvrier changera de tarif s'il change de machine. La direction a supprimé les coefficients des conventions collectives pour les remplacer par les coefficients de « poste », et a introduit ainsi le système de paye le plus injuste qui soit. De plus, elle se garde bien d'afficher les barèmes, qui laisseraient voir aux ouvriers à quel point leurs salaires sont arbitraires. Dans certains départements, les syndicats publient les barèmes de salaires, qui permettent aux ouvriers d'avoir un minimum de contrôle sur leur paye. Au Dt 12 il y a sur ce point une carence. Les délégués doivent réclamer les barèmes à la direction et les afficher au panneau syndical.

LES 40 HEURES : REALITE OU MIRAGE

Pour la diminution des horaires, une partie des ouvriers du Département 12 a débrayé deux heures avant la sortie, il y a deux semaines. Et c'est ainsi que le 12 figure à sa place dans les tracts de la C.G.T. parmi les quelques départements ayant débrayé à des jours différents, avec une participation plus ou moins nombreuse, en ordre dispersé, sans liaison les uns avec les autres, et pas toujours avec des revendications semblables.

Y aurait-il un syndicat indépendant par département, que la situation ne serait pas pire.

Ce n'est pas de cette manière que nous imposerons à la direction une réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire.

(N° 65 de la **V.O.** R.N.U.R. Entretien.)

PEUGEOT (Sochaux)

LES PEUGEOGNEUX DU SAMEDI

Aux presses, en raison d'un « absentéisme » trop abondant, estime la Direction, celle-ci a « invité » 150 gars à venir travailler samedi dernier de 4 heures à 12 heures, afin de rattraper la production. Les volontaires n'ont pas manqué. En dépit des fatigues provoquées par l'horaire et les cadences actuels, le besoin d'argent a été plus fort pour ces travailleurs prêts à sacrifier l'avenir à l'immédiat.

Car, si aujourd'hui le patron a besoin de nous pour faire des heures supplémentaires, demain si les ventes ralentissent, il dira alors qu'on a « trop produit » et il n'hésitera pas à nous mettre au chômage.

Accepter de faire des heures supplémentaires, c'est aussi combattre notre revendication de diminution des horaires. C'est aller à l'envers de nos intérêts.

De l'argent, nous en avons tous besoin. Mais ce n'est pas en empiétant sur nos loisirs, que nous résoudrons le problème. C'est en luttant tous ensemble pour une augmentation substantielle de notre salaire.

C'EST DUR A AVALER

En carrosserie, un ouvrier pour gagner un pari de 100 F a avalé un rat ! Mais c'est la Direction qui l'a mal digéré puisqu'elle a, paraît-il, sanctionné cet ouvrier, pour avoir porté atteinte à l'hygiène et à la sécurité.

Nous connaissons un certain M. Taylor qui nous fait avaler régulièrement des couleuvres dans ses billets :

« Si parfois il faut refuser ce que l'on voudrait (sic) accorder c'est qu'il ne faut pas sacrifier l'avenir à l'immédiat ».

« ...Comme les usines nous apportent notre niveau de vie, leur sort et le nôtre ne font qu'un... » qu'il dit. (Extraits du dernier journal des usines Peugeot).

Ainsi, en plus des couleuvres on veut absolument nous faire manger du lion (Peugeot).

Si donc quelqu'un devait être sanctionné pour avoir porté atteinte à l'hygiène et à la sécurité, c'est bien le M. Taylor

(Extrait du n° 37 de la V.O. Peugeot).

CAFL (St-Chamond)

CONSCIENCE DE CLASSE

Les ouvriers qui font poste et qui s'occupent de travaux particulièrement insalubres (peintres et autres) ont demandé d'arrêter le boulot 20 minutes plus tôt, le soir, pour pouvoir se doucher, se nettoyer un peu, avant de rentrer chez eux.

A cette demande, il leur a été opposé un refus catégorique. Par contre la direction est prête à leur verser une prime d'insalubrité de 0,80 F par jour.

C'est particulièrement mesquin mais cela montre bien surtout que la direction tient aux principes puisqu'elle est prête à payer 0,80 F pour 20 minutes non travaillées à condition que le sacro-saint horaire soit respecté et que cela ne puisse en aucun cas avoir l'air d'un maintien de salaire dans le cadre d'une diminution de l'horaire de travail.

Mais nous aussi nous avons nos principes et nous ne marchons pas. Nous préférons perdre de l'argent.

(Extrait du N° 13 de la V. O. - C.A.F.L.)

P. T. T. (Toulouse)

LA VERITABLE CONSULTATION

La C.F.T.C. et la C.G.T. éprouvent certaines difficultés pour se mettre d'accord sur la durée du mouvement qui serait fixé vers le 18 mars. F.O., pour ne pas charger, réserve sa position. La C.F.T.C. veut un mouvement de 48 h. et la C.G.T. serait favorable à deux mouvements de 24 heures, espacés de plusieurs semaines. Aussi cette centrale a-t-elle décidé de procéder à une consultation auprès des travailleurs, et il ressortirait que les postiers préfèrent deux grèves de 24 heures à un mouvement de 48 heures.

Mais il y a une autre consultation que les syndicats se gardent bien de faire. Le 18 mars, les cheminots seront certainement en grève, l'E.D.F. et le G.D.F. parlent aussi de manifester leur mécontentement. Alors, pourquoi ne pas fixer un objectif commun à toutes ces luttes : par exemple augmentation générale de 200 F par mois, retour immédiat aux 40 heures. Et pourquoi ne pas demander aux travailleurs les modes d'action qu'ils envisagent pour faire aboutir ces revendications ? On parle de démocratie syndicaliste. Voilà une bonne occasion de le montrer.

Que les syndicats organisent un tel référendum et qu'ils en tiennent compte !

FAUSSE ALTERNATIVE

Aux chèques postaux, les syndicats hésitent à déclencher un mouvement : les travailleuses sont divisées. Les unes souhaitent une réduction du temps de façon à avoir deux jours de repos consécutifs, mais les autres préfèrent travailler le samedi car elles ont du mal à joindre les deux bouts. Ainsi la récente grève des chèques postaux à Paris, grève axée sur une diminution du temps de travail n'a-t-elle pas été un succès, près de 50 % du personnel ayant assuré son service. En fait, travailler moins et gagner moins ou bien travailler davantage pour une paie plus décente est une fausse alternative. Ce qu'il nous faut revendiquer, c'est une augmentation de salaire parallèle à la diminution du temps de travail. Cette revendication n'est pas utopique et elle correspond à un besoin profond, mais ce n'est certainement pas à l'échelle d'un centre ni d'une ville que nous pourrons l'obtenir. Mais c'est une revendication qui intéresse tous les travailleurs, et c'est tous ensemble qu'il faut organiser notre lutte.

(Extrait du n° 16 de la V.O. PTT Toulouse).

BERLIET (Lyon-Vénissieux)

DES OS A RONGER

Après avoir refusé, lors du dernier CCE, une augmentation générale des salaires, la Direction convoque maintenant les représentants du personnel afin d'en discuter.

Il lui est facile de jouer ainsi avec nos représentants, tant que notre lutte n'est pas là pour l'effrayer. Sinon elle ne se le permettrait pas.

Si la direction agit ainsi c'est qu'elle a besoin de la « paix sociale » dans une période où elle veut augmenter sa production de 18 %, et elle compte probablement ainsi désamorcer toute tentative en vue d'organiser une action, toute velléité de lutte. Il se pourrait même qu'elle aille jusqu'à nous accorder de cette manière quelque chose comme un os à ronger pour nous endormir et nous faire croire que point n'est besoin de lutter pour obtenir une augmentation, que la discussion suffit. Mais nous savons bien que ce n'est pas vrai et que même quand elle lâche quelques miettes, c'est par peur de nous voir la contraindre à en lâcher beaucoup plus.

(Extrait du N° 55 de la V. O. - Berliet.)

CHAUSSON (Gennevilliers)

PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Il y a quinze jours, les six soudeurs de la « Floride » des parties avant et arrière se mettaient en grève pour obtenir 30 centimes de l'heure. Comme le directeur ne voulait discuter de leur cas que si ceux-ci reprenaient le travail, nos camarades ont repris pendant 10 minutes environ pour s'entendre dire que la Direction refusait de satisfaire ce qu'ils demandaient Peu de temps après, nos camarades de la chaîne étaient lockoutés sous le prétexte qu'il n'y avait plus de travail pour eux. Ces derniers ont refusé de partir en menaçant de débrayer lundi s'ils n'étaient pas payés. Devant la détermination de nos camarades la direction faisait savoir qu'elle accordait 15 F pour trois soudeurs ce mois-ci et qu'elle augmentait les trois autres le mois suivant. Elle s'engageait en outre à indemniser les heures de grève effectuées l'après-midi par les six camarades et à payer intégralement les heures des lockoutés. Les délégués n'avaient pas osé revendiquer le paiement des heures de grève. C'est la direction elle-même qui l'a décidé (affolée comme elle l'était en voyant du retard dans la production). Peu importe la raison. Toujours est-il qu'il n'est pas « utopique » de revendiquer le paiement des heures de grève lors de chaque action.

(Extrait du N° 160 de la V.O. CHAUSSON)

HOSPICES CIVILS DE LYON

RESPONSABILITE LIMITEE

Au pavillon G, sevrice où les malades ont besoin d'une surveillance quasi constante, il n'y a qu'une infirmière pour 24 malades. Les instants de repos sont plutôt rares. Les infirmières surmenées ne peuvent assurer qu'imparfaitement leur tâche, mais, du moment que l'essentiel est fait, l'administration ferme les yeux.

Mais à cause de ce surcroît de travail, les infirmières tombent malades, et pour les remplacer, personne. Qui fait le boulot pendant ce temps ? Celles qui restent. L'administration a d'ailleurs tout prévu, puisqu'elle a fait inscrire dans son règlement intérieur que « Tous les agents ont pour mission de collaborer directement ou indirectement au traitement de la population hospitalière et, en cas d'empêchement de l'agent chargé d'un travail déterminé, aucun agent ne peut s'abstenir de l'exécuter, sous prétexte que ce travail n'est pas exactement le sien, en rapport avec ses attributions ou avec son grade ».

Et voilà comment on pallie au manque de personnel aux H.C.L. ! La solution paraît simple, mais qu'a prévu l'administration en cas d'ennuis provoqués par la non-qualification d'un agent appelé à en remplacer un autre dans son travail ? Bien sûr, elle se réserve toujours la possibilité d'en faire retomber sur nous la responsabilité.

Mais nous ne voulons pas d'une responsabilité à sens unique. Quand nous sommes amenées, pour une raison ou pour une autre, à faire un surcroît de travail, ou à faire un travail qui n'est pas exactement notre travail habituel, nous le faisons, puisque c'est généralement indispensable. Mais dans ce cas, que la responsabilité en soit endossée par les seuls responsables de la pénurie de personnel : l'administration et ses représentants dans les services.

(Extrait du n° 11 de la V.O. H.C.L.).

CABLES DE LYON (Lyon)

LA BONNE SOUPE

PREMIER ACTE :

Le personnel du self avait demandé une bien modeste augmentation de 7 centimes de l'heure. Réponse : non (le contraire nous eut étonnés).

DEUXIEME ACTE :

Le 27 février, une demande d'audience se heurte à une fin de non-recevoir. En riposte, le personnel intéressé, à l'exception de trois personnes, déclenche une grève de 11 à 13 h.

TROISIEME ACTE :

A 17 h. M. Foncelas demande au gérant qu'il fasse engager chaque gréviste par écrit à ne pas faire grève entre 10 et 14 h., avec menace de lock-out à la clé. Cette fois, c'est le personnel du self qui dit non, obligeant la direction à jeter du lest et recevoir enfin une délégation, qui revint avec un projet nègre-blanc : 0,33 F de l'heure contre une suppression des avantages en nature (casse-croûte et repas de midi). On voit tout de suite qui est le gagnant et le personnel redit non. En nouvelle mouture, l'augmentation aurait eu pour contre-partie un versement par les salariés du self de 1,50 F par jour pour payer leur nourriture. Cette dernière proposition est inacceptable car ce qui serait donné avec une petite cuiller serait repris avec une louche. De toutes façons, ce mouvement a prouvé la fragilité des prétendus avantages en nature qui ne sont qu'un moyen de chantage aux mains de la direction.

Le bilan de ce mouvement serait pour le moins négatif, sans compter que la différence entre les 1,50 F et le reste du prix du repas serait supportée par le budget du self. Belle occasion pour la direction de crier au déficit. Et pourtant ce n'est pas 7 centimes qui auraient réglé les problèmes de salaires du personnel du self. Une augmentation digne de ce nom c'est au moins 1 F de l'heure. Et si nos organisations syndicales étaient autre chose que des organisations bureaucratiques, non seulement nous aurions été informés, mais c'est toute l'usine qui aurait été mobilisée pour une augmentation des salaires.

(Extrait du N° 87 de la V.O. CABLES)

MICHELIN (Clermont-Ferrand)

LE PARADIS PERDU

Les affaires de Michelin marchent à merveille : à tel point que, malgré l'excellente réputation dont il dit jouir parmi les prolétaires de la région, il ne trouve pas assez d'ouvriers. Aussi va-t-il en chercher très loin. Notamment en Espagne et au Portugal. Là-bas, loin des usines Michelin, ses agents recruteurs racontent monts et merveilles, expliquant qu'à Clermont on vit bien, on travaille peu, on touche de gros salaires, on a de fortes chances d'avancement, etc. Bref, c'est le paradis Michelin.

Et des ouvriers espagnols et portugais débarquent un beau jour à Clermont, le cœur joyeux et gonflé d'espoir.

Mais là, une fois au travail, il leur faut déchanter. Car le paradis qu'on leur a décrit n'existe que dans les discours des agents recruteurs. Ce sont en réalité les travaux les plus sales et les plus abrutissants, des salaires de misère, un avenir de manœuvre à vie, une maîtrise qui a fait ses preuves, etc., etc.

Alors, la plupart du temps, ils rentrent chez eux, une fois leur contrat expiré.

Que les Espagnols et les Portugais s'en aillent, rien de plus normal : exploités pour exploités, autant l'être chez soi.

Mais que cela nous serve au moins à comprendre, pour ceux d'entre nous qui ont encore des illusions, que les conditions dans lesquelles nous travaillons, car à tout prendre, nous ne sommes pas tellement plus favorisés qu'eux, méritent que nous songions sérieusement au moyen de les améliorer.

(Extrait du N° 102 de la V. O. - Michelin.)

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

LA ROUTE SAINT-NAZAIRE - PARIS NE PASSE PAS PAR RENNES

S'il s'agit seulement d'une coïncidence, le hasard fait trop bien les choses. Le même jour le CELIB fait confiance aux inconditionnels pour élargir le mouvement nazairien à une manifestation bretonne et le secrétaire C.F.T.C. parle d'un éventuel et prochain rassemblement régional, plus large, plus spectaculaire et plus tonitruant que le meeting du 19 février à Nantes.

Il est clair, dans l'esprit de chacun, que la marche sur Rennes emprunte la voie du garage : la voie U.N.R. et que la marche sur Paris emprunterait la voie du succès : « la voie ouvrière ».

Pour l'instant, les syndicats discutent à Paris et leurs administrés manifestent à St-Nazaire ; il serait peut-être préférable que les responsables discutent notamment à Saint-Nazaire pendant que leurs mandants manifesteraient à Paris. Nous faisons la différence entre administrés et mandants précisément parce qu'il serait peut-être utile de demander (quel référendum) aux victimes de Pinczon s'ils aspirent à régler le problème par en haut (Parlement, C.N.P.F., Elysée, Direction atlantique, etc.), avec l'aide des métallos parisiens aussi soucieux de trouver une occasion de régler leurs problèmes identiques.

ANTAR Donges

TOUJOURS LA MEME CHANSON

Lorsque en 1933, à l'issue de la « Marche de la Faim » sur Nantes, les organisateurs de l'Union locale C.G.T. et de la municipalité socialiste, dirigèrent les manifestants à l'intérieur du vélodrome Petit-Breton, les militants du Comité des chômeurs, constitué par l'Union locale unitaire de St-Nazaire protestèrent avec force afin que les chômeurs manifestent dans les rues de Nantes.

Ces militants furent traités de provocateurs par les organisateurs réformistes qui se contentèrent d'une délégation à la Préfecture.

Quelques jours plus tard, tirant les conclusions de cette manifestation, le secrétaire de la 15e Union Régionale Unitaire R. Semat, écrivait dans « L'Ouest-Ouvrier » : Il est nécessaire de coordonner la lutte des chômeurs de tout le pays et d'envisager la **marche sur Paris.**

Les réformistes d'alors réagirent en criant à la provocation et à l'aventure. Dans le « Travailleur de l'Ouest », journal « socialiste », les militants unitaires étaient injuriés.

Aujourd'hui, en 1964, rien n'a changé. Dans un tract CGT distribué récemment aux chantiers et intitulé « Le bon chemin » (celui de la collaboration bien sûr), les auteurs de ce papier emploient les mêmes procédés. Mais les feuilles vertes déchirées qui jonchaient le sol tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier étaient la meilleure réponse des travailleurs à nos détracteurs habituels.

FERMETURE ÉCLAIR PETIT-QUEVILLY

LE DROIT DE TOUS

A la dernière réunion de délégués du personnel et de la direction, la question des abattements d'âge était à l'ordre du jour.

Il est bien sûr inadmissible que des ouvrières ou des ouvriers effectuant les mêmes travaux n'aient pas le même salaire et cela uniquement en fonction de leurs ages. Il ne faut plus être jeune pour pouvoir toucher un salaire « normal » et pourtant de plus en plus les jeunes se retrouvent seuls devant les mêmes problèmes que leurs aînés. Mais il n'y a pas qu'avec les abattements d'âge que l'on trouve des salaires différents pour des personnes effectuant le même travail. Le patron n'est jamais à court d'idées lorsqu'il s'agit de payer le moins possible son personnel.

Il n'est pas rare de trouver deux ouvrières ou ouvriers tous deux du même âge, avec le même nombre d'années sur un même travail et touchant deux salaires différents. Quel que soit notre âge, jeunes, moins jeunes ou vieux, nous avons tous le droit à la vie et pour cela, il faut pour tous, avant tout, de quoi satisfaire ses besoins.

LE RETOUR DU BATON

Si la question des abattements d'âge est importante, il en est une autre qui l'est tout autant : la promotion pour le personnel féminin. Ce n'est pas souvent que l'on voit la possibilité pour les femmes d'accéder à une promotion quelconque. De plus au départ, les femmes sont les plus désavantagées puisqu'elles sont en général les plus mal payées du monde du travail bien que toujours les plus exploitées. De tout cela « Fermeture-Eclair » est le vivant exemple. Mais que nos exploiteurs ne s'y trompent pas car, si ici la production repose sur le personnel féminin, la lutte revendicative aussi, et la preuve en a été faite déjà à plusieurs reprises. Un jour, peut-être pas si loin, nous saurons faire admettre à nos exploiteurs qu'il n'y a que de salariés à part entière et qu'ils sachent qu'il est fort probable que ce seront les plus exploités qui porteront les plus rudes coups.

(Extrait du N° 63 de la V.O. FERMETURE-ECLAIR)

LIP (Besançon)

C'EST NOUS LES GARS DE LA MARINE (air connu)

Nous dénonçons, dans la dernière « Voix Ouvrière » le vent de panique que d'aucuns encouragent à souffler — non, le bateau ne coule pas ; et, si le capitaine s'inquiète, c'est parce que les matelots se font rares.

Exemples : il y a pénurie de monde à l'emboitage ; des mécaniciens ont été contactés par la maîtrise, afin d'être mutés chez les emboiteurs (ils ont d'ailleurs refusé).

— Au fraisage, c'est le grand vide : dans un atelier, il reste un chef... et deux ouvriers.

— A la mécanique, les O.S. sont transformés en tourneurs d'occasion et leur formation est confiée à un ouvrier du tas, etc., etc.

N'est-ce pas le moment idéal, alors qu'on a besoin de nous, pour poser nos conditions à l'Amiral ?

ÇA ELECTIONNE

Il y a de l'animation aux Unions locales syndicales : on y élabore péniblement les listes des candidats délégués. Les malheureuses secrétaires cherchent, supputent, soupèsent les candidatures possibles ; on recquiert des avis compétents auprès des vieux chevronnés de l'urne... il n'y a qu'un avis qui n'est pas sollicité : celui des ouvriers. Ils seront consultés le jour des élections puisqu'on ne peut vraiment pas faire autrement, mais c'est tout juste si cela ne gêne pas les savantes prévisions des centrales.

Et cependant, nous ne sommes pas bien nombreux par atelier ou bureau : chacun connait ses compagnons de travail et saurait reconnaitre et désigner celui d'entre nous qu'ils mandateraient en confiance. Nous élirions, alors, les hommes, et non les boutiques.

(Extrait du n° 90 de la V.O. LIP).

CITROËN (Région parisienne)

AH LES P'TITS POIS !

A Levallois, la quinzaine dernière, deux jours consécutifs plusieurs de nos camarades ont été malades à la suite de petits pois et de frites servis au self, dont la fraicheur laissait à désirer. Ce n'est pas la première fois que nous nous plaignons de la qualité des repas mais cette fois-ci, ce fut une véritable intoxication que nous avons eue.

Les menus ne sont pas tellement variés, mais si cela peut s'expliquer par le manque de légumes verts en hiver, Citroën pourrait au moins nous servir des pommes de terre fraiches et non celles destinées aux cochons !

Quand le self a été installé, nous avions cru enfin que Citroën nous servirait des repas corrects, mais au bout de quinze jours, il fallut bien se rendre compte que si le cadre avait changé, la nourriture, elle, était toujours aussi mauvaise et peu variée sinon avariée !

(Extrait du N° 167 de la V. O. - Citroën.)

SAVIEM (Saint-Ouen)

L'AFFAIRE DE TOUS

Certaines délégations ont déposé leurs cahiers de revendications avec comme mot d'ordre, l'augmentation des salaires et le maintien de l'activité à la Saviem-Saint-Ouen. Que penser de ces objectifs ?

La Saviem décentralise, et cette décentralisation géographique répond à un but précis de la direction : une rentabilité, accrue de ses capitaux. Peut-on s'opposer aux objectifs de la direction ? Peut-on exiger que la SAVIEM soit maintenue en activité ? C'est lutter contre des moulins à vent, c'est engager une lutte perdue d'avance. Mais, ce que nous pouvons exiger, c'est que la décentralisation ne se fasse pas sur notre dos. La SAVIEM doit payer. Pour cela, il faut savoir ce que nous voulons et pouvons faire.

Et, tout d'abord, nos actions doivent avoir pour condition l'unité dans nos rangs ; si nous voulons obtenir quelque chose, il faut laisser de côté les différences de situation, maintenues et exploitées par la direction. La direction espère profiter de l'incertitude qui règne quant au départ des divers ateliers, espère profiter aussi des conditions qui semblent nous diviser : nouveaux arrivés sous contrat provisoire ou anciens de la SAVIEM. Cependant, il est clair que quel que soit notre cas individuel, tôt ou tard nous serons tous soumis au même arbitraire, et nous nous retrouverons tous à la rue, à la recherche d'un emploi. Pour que la SAVIEM paye, il faut que nous soyons tous dans le coup.

Ce que nous pouvons obtenir, par une lutte de toute la SAVIEM, c'est, par exemple, le versement d'une indemnité de licenciement égale à trois mois de salaire. Cela n'est pas utopique. L'exemple de Renault le prouve, qui verse cette somme aux 3.000 licenciés (!) de 1960.

PAS DE PREAVIS INFERIEUR A TROIS MOIS. Et préavis débutant dès maintenant, pour tous, jusqu'à la date de départ de la SAVIEM ou du départ des camarades qui trouveraient du travail ailleurs entretemps.

(Extrait du n° 45 de la V.O. SAVIEM.)

PANHARD (Paris-13e)

NE PAS SE PAYER D'ILLUSIONS !

Ça y est, ça repart ! Nous allons faire des 9 et 10 heures par jour, ce qui fait une cinquantaine dans la semaine.

Certes, les heures supplémentaires sont majorées de 25 % et même de 50 %. Cela nous donne parfois l'impression qu'on y gagne. En réalité la société capitaliste est faite de telle manière que, quelles que soient les apparences, tout se fait à nos dépens. En travaillant nous créons de la valeur. Une partie de cette valeur nous est retournée sous forme de salaire. L'autre partie, le patron l'empoche, c'est son bénéfice.

Il est clair, dès lors, que le patron, pour augmenter son bénéfice, a intérêt à rogner sur nos salaires. Et il le fait, nous en savons quelque chose. Mais il ne peut rogner que jusqu'à une certaine limite, car bon gré mal gré, il est obligé de nous donner le minimum qu'il nous faut pour subsister. On ne peut tout de même pas tuer la poule aux œufs d'or !

Alors tout se passe comme si nous travaillions une partie de notre journée pour nous-mêmes, en créant les valeurs équivalentes à notre salaire, juste suffisantes à notre subsistance. Et pendant le reste de la journée, de toutes les richesses que nous créons nous ne verrons pas l'ombre, elles prennent le chemin du coffre-fort patronal. Le patron a donc tout intérêt à allonger la journée de travail car c'est exclusivement à lui que profite la prolongation. Quand on nous dit : plus vous travaillerez, plus vous gagnerez, on nous ment. En réalité, plus nous travaillons, plus nous enrichissons le patron.

D'ailleurs, il est connu que dans les usines où la moyenne des heures est élevée, le pouvoir d'achat des travailleurs n'est pas plus élevé que dans les usines où on fait moins d'heures. C'est même souvent le contraire.

Les heures supplémentaires, ce n'est donc pas la solution. Notre pouvoir d'achat ne pourra augmenter que de la somme que nous pourrons soustraire des bénéfices du patron. Mais il va sans dire que cela, le patron ne nous l'accordera pas de plein gré. Il faudra lutter pour l'arracher.

(Extrait du n° 30 de la V.O., Panhard).

SNECMA (Paris XIII)

ON TOURNE AUTOUR

La C.G.T. mène actuellement une campagne pour des mouvements de plus en plus généralisés. Toute la presse syndicale tourne autour de ce thème.

Pour nous, à Kellermann, où en sommes-nous ? Si en parole, les mouvements généralisés sont à l'ordre du jour, ce sont toujours les grèves tournantes qui se font plus ou moins. D'ailleurs pour la C.G.T., des mouvements généralisés n'excluent pas du tout la nécessité de faire de petites grèves.

C'est ainsi que la semaine dernière nos camarades de l'ordonnancement, ont débrayé en deux fois, mercredi et jeudi, une heure et demie, cela pour des revendications qui aussi nous intéressent tous.

Des mouvements localisés il y en a dans l'usine, avec chaque fois une raison particulière de débrayer mais surtout avec la mise en avant de revendications générales.

Encore si toute l'« agitation » que mènent les centrales syndicales actuellement pour des soi-disant mouvements généralisés était menée pour unifier toutes nos luttes à l'échelle des usines des branches d'industrie et du pays. Là nous aurions la possibilité d'atteindre nos buts. En attendant, on émousse notre combativité avec de petits mouvements.

CON...GRATULATIONS

Au début de l'année dans son journal, la direction, par la plume de M. Desbruères, nous faisait savoir « en conclusion de l'année 63 que la situation de la S.N.E.C. M.A. n'est pas une situation confortable ».

Mais maintenant dans sa petite affiche, notre président-directeur général nous informe que cette situation est redressée et que tous ceux qui ont participé à ce redressement peuvent se congratuler.

Il ne faut pas manquer de culot pour nous dire cela, car, en clair, cela veut dire : je vous ai fait accélérer les cadences, fait faire des heures supplémentaires et grâce à cette surexploitation la « situation de la S.N.E.C.M.A. est redressée ».

Et notre situation à nous là-dedans ? Eh bien ! Elle est toujours aussi basse et pour la redresser nous n'avons que faire des propos méprisants de ce Monsieur.

(Extrait du n° 14 de la V.O., S.N.E.C.M.A.).

« **Voix Ouvrière** » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que je produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « **Voix ouvrière** » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « **Voix Ouvrière** ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

NEYRPIC (Grenoble)

LES DINDONS DE LA FARCE

De 1962 à 1963, Neyrpic a avoué avoir réalisé 1 milliard d'anciens francs de chiffre d'affaires supplémentaires. Or, depuis 62 Neyrpic nous menaçait de licenciements et 300 de nos camarades les ont subis. En 62, avec 13 milliards A.F. de chiffre d'affaires il y avait 3.000 employés et aujourd'hui avec 14 milliards d'A.F. la direction prétend ne pas avoir eu suffisamment de travail pour tous ! Et Glasser osait pleurer dans la lettre de fin d'année qu'il nous a adressée à tous sur les conditions difficiles de Neyrpic, en nous invitant à travailler mieux pour relever la situation de la maison !

La preuve est faite pour ceux qui avaient encore des illusions, que l'on ne doit jamais prendre en considération la situation financière de la maison, car c'est un argument (!) de patron. C'est sur notre force que nous devons compter pour améliorer notre situation et non sur les promesses d'un Glasser ou d'un autre.

DE LA PAROLE AUX ACTES

Il y a quelque temps, un bruit courait dans Neyrpic, qu'une deuxième vague de licenciements allait avoir lieu. Ce bruit n'était que des « on dit » et M. Marty, notre cher directeur adjoint, faisait savoir qu'il était prêt à donner 25 millions pour se débarrasser de celui qui faisait courir ces bruits.

Aujourd'hui, les mêmes « on dit » ont refait leur apparition, mais nous connaissons le divulgateur et M. Marty n'est certainement pas sans l'ignorer.

Y aurait-il de nouveaux éléments qui fassent que M. Marty n'ait pas encore mis son projet à exécution ?...

Les mauvaises langues disent qu'il s'agit d'un certain Glasser. Jouirait-il de protections particulières dans la maison, ou serait-il trop cher pour M. Marty ?

(Extrait du n° 17 de la V.O., Neyrpic).

THOMSON (Gennevilliers)

LE DROIT A LA PARESSE

La réduction du temps de travail est, nous en sommes convaincus, l'objectif du moment. D'ailleurs, nos revendications principales sont la réduction de la semaine de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'augmentation des congés payés. Et maintenant, cela est d'autant plus urgent que l'on nous brandit la menace du chômage. C'est pourquoi nous ajoutons à cela : l'interdiction de licencier et la répartition du travail entre tous.

Ceci ne doit pas être la seule lutte de ceux qui sont touchés les premiers, mais aussi et surtout de ceux qui font un horaire trop élevé, « agrémenté » parfois de travail du samedi). Car ce n'est pas lorsque nous serons dans la rue à réclamer du travail que nous pourrons attaquer de front la véritable cause du manque de travail. Et si celui-ci manque, pour nous occuper, nos besoins n'en sont pas satisfaits pour autant.

Sans même compter le travail gaspillé dans la production d'armement ou le gâchis dû à la concurrence.

Ici même, nous connaissons certains services où il y a du flottement alors que d'autres sont débordés. Et l'on fait des heures supplémentaires pendant que certains jeunes sont renvoyés au retour de l'armée, tandis que d'autres services embauchent ou emploient du personnel de « location ».

Nous ne serons garantis contre tout ce désordre que lorsque ceux qui produisent les richesses géreront eux-mêmes les entreprises.

Mais, dès maintenant, nous avons la possibilité, si nous le voulons vraiment, d'imposer la garantie de l'emploi et une véritable diminution du temps de travail avec maintien du salaire.

(Extrait du n° 136 de la V.O. Thomson)

POUSSE-TOI DE LA...

Au deuxième service de cantine, les places sont toujours rares et des nouveaux arrivent constamment. Il y a quinze jours, plusieurs gars se sont vu refuser le repas à leur table habituelle. On leur a dit de se débrouiller pour trouver des places car cette table était réservée pour un groupe de nouveaux venus qui, bien sûr, ne sont pour rien dans cette histoire de système D. Mais nos camarades, accompagnés d'un délégué, ont été voir le gérant pour que celui-ci leur serve leur repas. Ceci a valu un déplacement de « Monsieur le Directeur », venu demander à nos camarades de ne pas gêner le gérant dans son travail. Le meilleur moyen pour nos camarades frustrés de leur place serait de s'installer à la place de ces messieurs de la Direction, cela éviterait de « gêner le gérant dans son travail ».

CSF

(Issy-les-Moulineaux)

LUTTE OU COLLABORATION DE CLASSE

Le 11 mars ont lieu les élections au C.E. Créé après la guerre, les C.E. furent présentés comme étant des organismes de gestion de l'entreprise (des soviets ou presque). A l'usage, ils se révélèrent sous leur vrai jour : celui de faire des militants syndicaux les gérants bénévoles des œuvres sociales du patron, trop heureux de s'en débarrasser à moindres frais et en se déchargeant de toutes responsabilités sur des ouvriers. C.F.T.C. et C.G.C. pensent que là est la solution et que si les pouvoirs du C.E. étaient élargis, nous vivrions dans un paradis terrestre. Pour la C.G.T., la coexistence pacifique étant la solution à tous nos maux, le C.E. en est la projection à l'échelon de l'usine. Les indépendants, eux, s'apprêtent à ramasser les restes que leur laisseront les précédents.

Tous sont d'accord sur deux choses : faire croire aux ouvriers que l'on peut obtenir quelque chose en discutant « à l'amiable » avec le patron et devenir gérant des œuvres dites sociales de la bourgeoisie.

Mais le véritable intérêt des travailleurs serait d'utiliser les heures allouées et la protection (toute relative) dont les délégués disposent pour dénoncer toutes les manœuvres qui se trament à notre insu et organiser la lutte pour d'autres objectifs que jouets ou fêtes des mères...

(Extrait du n° 59 de la V.O. C.S.F.-Issy)

(Levallois)

LA PAUSE - REPAS

Depuis que la cantine de Levallois a été transformée en self-service, il ne nous est pratiquement plus possible de retenir les places pour les camarades avec qui nous voulons manger. A moins que nous ayons la chance de tomber sur une heure creuse. La rapidité du service s'en trouve ainsi améliorée, c'est certain, mais pour beaucoup d'entre nous, l'heure du repas est un peu l'heure de la détente où nous aimons à nous retrouver. Il est dommage que cette heure de répit dans notre trop longue journée s'en trouve ainsi gâtée.

MORT POUR LE CAPITAL

Samedi dernier un de nos camarades est mort au travail. Bien entendu on nous dira que « la C.S.F. n'est pas responsable des crises cardiaques ». Peut-être ! Mais à 65 ans on n'a plus l'endurance ni la force d'un jeune. Un homme de cet âge, après une vie passée à l'usine devrait avoir le droit de se reposer et de jouir un peu de l'existence ; et si beaucoup continuent jusqu'à cet âge c'est qu'ils ne veulent pas crever la faim.

Les patrons ne sont pas fous ; vu qu'en France on meurt en moyenne à 65 ans, en fixant à cet date l'âge de la retraite, ils sont sûrs de nous exploiter jusqu'au bout. Plus que jamais avec le rythme infernal de la vie moderne, l'abaissement de l'âge de la retraite est une revendication vitale.

Et si les militaires, ces travailleurs de force, ont droit à la retraite après 25 ans d'activité, pourquoi pas nous ?

(Extrait du n° 16 de la V.O. CSF - Levallois)

GENÈVE (Ivry)

LES CONSEQUENCES DE L'EXPLOITATION

Dernièrement un chef de groupe, après une réprimande de son chef d'atelier a tenté de se suicider.

Certes, cela ne constitue pas une raison suffisante pour mettre fin à ses jours, mais ajoutée à d'autres coups que nous assène quotidiennement l'exploitation capitaliste, cela peut constituer la goutte qui fait déborder le vase. En effet, à subir pendant 11 mois de l'année les cadences, les trajets harassants pour arriver au travail, la discipline, et l'ambiance en général du bagne capitaliste, à craindre les réprimandes des chefs, des décisions desquels dépend parfois notre subsistance même, les nerfs des plus faibles finissent par craquer, et il suffit alors d'une quelconque manifestation « anodine » de ce doux régime, pour pousser un individu que toutes les conditions réunies de l'exploitation capitaliste ont brisé, à tenter d'y échapper par le suicide.

Ceci ne pourra changer que le jour où à la place de cette société à broyer les hommes dans laquelle la plus grande partie des gens ne vit qu'en « tenant le coup », on construira une société faite vraiment pour y vivre.

PERMANENCE :

Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h

29, rue Château-Landon — PARIS (Xe) —

CRÉDIT LYONNAIS
(Paris-Richelieu)

L'ILLUSION DE VIVRE

Comme chaque année, au mois de mars, notre plus grande préoccupation est de fixer les dates de nos vacances.

Et comme chaque année cela s'avère bien difficile.

Dans certaines sections, on arrive à s'arranger entre nous mais dans la majorité des cas cela crée des heurts.

Et pendant plusieurs jours nous allons être énervés, nous disputer entre collègues de travail, parce que nous ne pourrons choisir le mois qui nous convient.

Les vacances pour la plupart d'entre nous, c'est la seule perspective joyeuse de toute l'année et nous ne tenons pas à les rater Nous en parlons 3 mois avant et 3 mois après ; nous subordonnons tous nos efforts à la préparation de ces quatre semaines au soleil — quand il ne pleut pas — et lorsque nous sommes revenus — les vacances passant à une vitesse effroyable — nous vivons de souvenirs, de photos, et nous contemplons désolés notre bronzage qui s'éclaircit chaque jour...

Si nous nous disputons pour choisir tel ou tel mois, si une femme se bat pour obtenir le même mois que son mari, si une mère de famille tient à avoir ses congés en période scolaire pour profiter de la présence de ses enfants, si les jeunes préfèrent le mois où on a plus de chance d'avoir du soleil et de pouvoir faire du sport, si pour chacun d'entre nous les vacances sont la seule période de l'année où nous avons l'impression de « vivre », c'est que les 11 mois restant, nous vivons comme des « taupes ».

Et c'est pourquoi lorsqu'il nous faut choisir nos dates cela devient de la démence.

A cette période de l'année nous sommes tous fatigués et les vacances sont le hâvre où nous allons enfin nous reposer et vivre. Mais si la révolte que nous montrons lorsqu'il s'agit de nos vacances, nous l'employions à lutter contre le patronat pour obtenir une diminution importante de la semaine de travail nous abou tirions certainement.

Car ce n'est pas un mois par an, et à toute vitesse, qu'il faut vivre et profiter du soleil, de la campagne, de la mer, du sport, de la chaise longue, des lectures, de son mari, de ses enfants, mais tout au long de l'année. Et cela seule une journée de travail de 6 ou 7 heures nous permettrait de le faire. A ce moment là avoir le mois de juin une année au lieu du mois d'août nous semblerait moins catastrophique.

Lorsqu'en 1936, la classe ouvrière a obtenu les 40 heures et les congés payés, cela avait donné à des millions de gens la sensation d'être autre chose que des esclaves... aujourd'hui, presque trente ans après, ne saurions-nous nous battre, non pas entre nous, mais contre nos exploiteurs, pour avoir réellement « le temps de vivre ».

(Extrait du n° 43 de la V.O. - Crédit Lyonnais).

ASSURANCES GÉNÉRALES
(Paris-Richelieu)

PERIMETRE INTERDIT

La dernière diffusion de la « Voix Ouvrière » au Crédit Lyonnais et aux Assurances Générales, le 26-2, fut une diffusion spéciale puisque c'est notre journal imprimé que nous avons distribué aux portes.

Mais elle fut doublement spéciale ; en effet elle fut interrompue par l'arrivée de flics en civil qui, discrètement et méthodiquement, embarquèrent nos diffuseurs au même moment : rue Richelieu, rue Grétry et Bd des Italiens, sous prétexte d'une vague ordonnance interdisant les distributions de prospectus et d'imprimés dans un « périmètre interdit » dont les A.G. et C.L. font partie. Ainsi les travailleurs de ce périmètre n'ont donc en principe le droit d'être informés, au point de vue politique et syndical, que si la direction et le commissariat du coin le veulent bien.

Nos diffuseurs furent emmenés au poste de police et on ne les a libérés qu'à 13 heures, après les avoir avisés qu'ils seraient poursuivis pour avoir enfreint ladite ordonnance.

On voit que la France est un pays démocratique où l'on a à peu près le droit de rien faire sans risquer une amende ou pire. De toute façon, la presse ouvrière a toujours survécu à ce type d'intimidation et de pression et ce n'est pas ce qui arrêtera « Voix Ouvrière ».

(Extrait du n° 20 de la V.O. Assurances Générales).

CHEMINOTS
(RÉGION PARISIENNE)

ORGANISONS NOS LUTTES

Le lundi 24 février, les organisations syndicales s'entendaient signifier, par le président de la commission de conciliation, que toute discussion était inutile puisque les représentants patronaux avaient reçu des instructions formelles pour ne rien donner de plus, sur quelque point que ce soit, que ce qui avait été déjà accordé.

Devant une telle position de la part de la S.N.C.F., la riposte aurait dû être immédiate et ferme, et certains ont pu croire qu'il allait en être ainsi.

Mais, en réalité, si le gouvernement, au travers de la S.N.C.F., a tenu un tel langage, c'est parce qu'il était certain de ne rien risquer. Depuis longtemps les syndicats ouvriers ont perdu leur mordant et leur tranchant. Ils sont devenus comme ces vieux lions de cirque à qui il suffit de montrer le fouet pour qu'ils montent docilement sur leurs escabeaux; de temps à autre ils grognent, montrent les dents ou sortent les griffes, mais ils prennent bien garde de ne pas manger le dompteur.

La C.G.T. a bien dit qu'elle voulait faire « quelque chose », et ne pas attendre que « les autres » se décident. Mais elle n'a fait que le dire, et astucieusement, au nom de l'unité, elle a fini par rejoindre, sans en avoir l'air, les autres centrales, chacun étant invité à faire une petite concession quant à la date et aux modalités d'action.

Actuellement quelle réponse envisage-t-on face au durcissement patronal ? Grève nationale limitée dans le temps, arrêts de travail sporadiques, journée d'action dont on connaît la portée et les résultats ?... La C.G.T. propose 3 jours de grèves tournantes (car il faut les appeler par leur nom) les 18, 19 et 20 mars, les autres n'ont encore rien prévu de bien précis.

On ne peut rien dire actuellement sur ce que seront ces 3 journées, ni sur ce que décideront les autres syndicats, mais sans être devin, il est facile de prévoir que les actions envisagées ne revêtiront pas l'ampleur nécessaire pour que le gouvernement donne suite à nos revendications.

A ce sujet, l'ampleur d'une lutte ne se mesure pas uniquement au nombre des participants, ni à la durée dans le temps. Elle se mesure aussi et surtout à la détermination des combattants, par leur combativité, par l'orientation qu'ils donnent à leurs objectifs.

Le stade des discussions et des palabres est largement dépassé ; celui des grèves d'avertissement, des grèves tranquilles, où chacun croit avoir fait son devoir de classe en restant chez lui, ou même en assistant au meeting traditionnel est lui aussi dépassé.

Sommes-nous capables de faire pencher le rapport de force en notre faveur ? Les travailleurs sont plus nombreux que les patrons. Il suffit de savoir les organiser pour qu'ils deviennent une force difficile à vaincre.

Au lieu de dépenser notre énergie dans des combats d'escarmouche et d'arrière-garde, sachons créer le climat nécessaire pour organiser notre bataille avec le maximum de chances de succès.

L'unité viendra d'elle-même dans le combat, sans qu'il soit besoin de la ratifier par en haut. Et cette véritable unité, qui ne sera pas le fait de quelques palabres, mais le fruit d'une véritable préparation en profondeur pour notre lutte commune sera le meilleur gage de notre succès.

Elle nous permettrait de donner un coup, un seul, mais le bon.

(Extrait du n° 104 de la V.O. - Cheminots Générale).

Chapelle - triage

LES VRAIS RESPONSABLES

Il y a quelques temps, une machine déraillait au poste D. Aussitôt la direction procédait à une enquête sur les conditions de cet accident.

Celui-ci était dû à la manœuvre intempestive d'une aiguille.

Jusque là, aucune suite. Mais que va-t-il se passer ?

Il est probable que la direction va demander des explications aux agents intéressés, donc rendre responsables l'aiguilleur et le B. R. de croisement. Mais le vrai responsable, c'est la SNCF. L'aiguilleur ne peut en aucun cas avoir une part de responsabilité, car il lui est matériellement impossible de contrôler de sa cabine la manœuvre sur le terrain.

Quant au B.R., lui non plus ne peut être tenu pour responsable du fait de l'anachronisme de la transmission des ordres et des signaux.

Il suffit de voir les B.R. ou C. M.V. débrancher au Pont National ; à les regarder on se demande si ce sont des singes ou des dirigeants de manœuvre : grimaces, sifflets, contorsions en guise de signaux, alors qu'il suffirait d'un micro pour remplacer tout ce manège.

De plus, n'existe-t-il pas à la SNCF des systèmes d'enclenchement empêchant la manœuvre des appareils pendant leur occupation. De tout cela la direction se moque, seule la production compte.

(Extrait du n° 13 de la V.O. Chapelle Triage).

DESFOSSÉS
Issy-les-Moulineaux

RETOUR... EN ARRIERE

« L'Imprimerie Nouvelle » du 15-2-64 nous apprend que, selon une enquête publiée par les « Echos », la réduction du temps de travail de 1955 à cette année dans les pays occidentaux s'est effectuée ainsi :

9,8 % en Allemagne ;
5,7 % aux Pays-Bas ;
5,2 % en Angleterre ;
4,7 % en Suisse ;
0,5 % aux U.S.A.

La France est absente de ce tableau. Mais les ouvriers en France ne le sont pas des statistiques d'accidents du travail et des dépressions nerveuses — puisque la durée du temps de travail a augmenté dans le même temps de 2,5 %. A nous le pompon. Voilà qui remettra peut-être la tête à l'endroit à ceux qui, naïvement ou bêtement, revendiquent le « retour progressif aux 40 heures »... Lequel retour, comme on peut le constater, est un retour progressif... en arrière. Tout espoir n'est pas perdu pour les patrons de nous voir revenir aux 60 heures, avec le temps.

Pour nous l'espoir réside dans la revendication dès maintenant, de la limitation de la semaine de travail en deçà des 40 heures, revendication valable en 1936, dépassée maintenant. 35 ou 30 heures de travail par semaine, voilà ce que les travailleurs devront imposer au patronat, s'ils ne veulent pas crever.

(Extrait du n° 83 de la V.O. Desfossés).

ASSISTANCE PUBLIQUE

ESCROQUERIE DE LA RETRAITE

Nos anciennes de Rothschild commencent sérieusement à s'inquiéter et nous les comprenons puisque pour certaines d'entre elles le départ à la retraite, doit prochainement s'effectuer et qu'elles n'ont rien obtenu de positif, si ce n'est, et nous ne considérons pas ce fait comme positif, la possibilité de travailler jusqu'à 65 ans afin d'avoir droit à la retraite proportionnelle.

Puisque l'âge de la retraite pour les catégories A est à 60 ans, il n'y a aucune raison pour que nos camarades ne partent qu'à 65.

Lorsque l'A.P. a pris Rothschild, elle a été bien contente de trouver du personnel déjà existant. Certains avaient déjà travaillé depuis bon nombre d'années. Pourquoi ces années de travail n'ont-elles pas été prises en compte ? Lorsqu'on achète une maison hypothéquée, l'acheteur est bien obligé de payer l'hypothèque ? Pourquoi donc l'A.P. a-t-elle considéré ces agents comme étant du nouveau personnel tout fraîchement embauché ?

C'est en 1952 que ces syndicats auraient dû se battre et exiger que l'A.P. tiennent compte de l'ancienneté Rothschild. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Il faut aider nos « anciennes » dans leur lutte !

D'ailleurs sommes-nous assurés que demain nous ne nous trouverons pas dans la même situation que nos anciennes ? A ce moment peut-être, nous penserons que la solidarité est une chose utile et efficace. Pourquoi ne pas donner l'exemple maintenant ?

(Extrait du n° 43 de la V.O. Assistance Publique).

AIR FRANCE (Orly Nord)

MILITANTS OUVRIERS OU DAMES PATRONESSES ?

Le Comité d'Etablissement d'Orly nous a fait parvenir, il y a déjà plusieurs mois un questionnaire concernant les œuvres sociales nous demandant de le lui retourner dûment rempli. Il s'avéra que sur 5.000 d'entre-nous qui, le reçurent, 400 seulement le renvoyèrent. Pourtant depuis la distribution le C.E. a insisté par voie de tract pour que nous le rendions plus vite. Ce fait entre autres prouve le désintéressement des travailleurs vis à vis des activités du C.E.

Les Comités d'Entreprise ont été présentés en 1945 comme un pas vers le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises mais ils n'en ont été que la parodie. La compétence des C.E. est limitée à la gestion des œuvres sociales et aux suggestions concernant l'amélioration de la productivité. Mais même dans ce cadre restreint le droit divin du patron n'est que très peu entamé.

La gestion ouvrière des entreprises est un des objectifs des travailleurs. Il n'y a pas de libération du monde du travail sans qu'ils prennent en mains les moyens de production, les industries, les entreprises, les banques et détruisent ainsi la puissance économique de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas au travers des C.E. qu'on peut y arriver.

Les militants qui y siègent s'ils avaient la volonté d'amener les travailleurs à prendre conscience de ces problèmes et à prendre en mains un jour la gestion de l'industrie, agiraient de toute autre manière. Ils refuseraient de siéger dans un cadre aussi limité et aussi restreint avec les représentants de la direction. Le C.E. composé seulement de représentants ouvriers n'aurait peut-être aucun pouvoir légal, mais il n'en a de toute façon pas et il pourrait œuvrer pour en avoir un jour en apprenant aux travailleurs quels sont les problèmes de la gestion, comment ils peuvent et doivent s'y prendre pour faire pièce journellement et continuellement à l'autorité patronale et pour lui opposer l'autorité des représentants élus des travailleurs. Utopique cela ? Beaucoup moins que les balivernes dont on nous nourrit en période électorale.

(Extrait du n° 40 de la V.O., Air-France).

RHONE POULENC
(VITRY-SUR-SEINE)

L'ECOLE EST FINIE...

Nous avions signalé il y a quelque temps que des ouvriers étaient dirigés sur les ateliers sans formation préalable, contrairement à ce qu'exige la sécurité dans une usine de produits chimiques.

Il n'en est pas de même pour les jeunes embauchés comme ouvriers de labo. En effet, après une période de formation élémentaire à leur arrivée dans « notre » entreprise, ils ont été affectés dans les services. Puis on les a rappelés après quelques mois pour leur faire subir différentes épreuves qui ont l'air de vouloir constituer une sorte d'examen indispensable pour « passer au mois » (aide de laboratoire).

Ainsi la politique de la Direction en matière de promotion se précise : dresser le maximum d'obstacles pour limiter la promotion ; établir le maximum d'examens contrôlant une formation générale et imprécise, bien que le travail demandé à chacun soit de plus en plus spécialisé et borné.

Cette exigence n'est pas nécessaire pour tous car, sans parler des cadres assimilés, qui ont dû pour la plupart leur nomination à leur souplesse et à leur « bon esprit », tous les cadres embauchés comme tels ont-ils leur diplôme ?

Alors, bas les masques, les cours et examens prônés par la maison, où « la gueule du client » compte plus que les notes obtenues, servent beaucoup plus à la Direction à distinguer les « bons petits gars » et à payer le minimum la majorité, qu'à garantir des connaissances.

(Extrait du n° 22 de la V.O. - Rhône-Poulenc).

C. A. F.
(Rue Viala, Paris-XV)

LES SANS-DIGNITE

Quand on devient par la grâce de Dieu et de la Direction chef de service ou un quelconque sous-fifre de calibre moindre, en général — excuses aux exceptions — on se croit investi de pouvoirs à faire rougir d'envie Jupiter luimême. Pour certains l'autorité absolue sur le personnel pendant les heures passées aux bureaux ne suffit même plus : un employé est un employé, jour et nuit, au travail ou pas.

Mais comme la Direction ne leur a pas encore octroyé le droit de regard sur notre vie privée, ils se débrouillent avec les moyens du bord.

Par exemple, si par malheur nous sommes obligés de demander une autorisation de sortir avant l'heure (car bien sûr, il faut une autorisation, et bien sûr cette autorisation dépend des fifres sus-nommés, nous sommes soumis à un interrogatoire en bonne et due forme sur la façon dont nous comptons utiliser ces heures de liberté.

Ces gens-là trouvent un plaisir sadique à patauger dans notre dignité d'homme. A moins qu'ils ne sachent pas ce qu'ils font, ce qui est possible car, pour avoir du respect pour la dignité des autres, il faudrait en avoir soi-même.

Mais il ne suffit pas d'avoir le masque de Jupiter. Car les masques, ça s'arrache. Et quand on les arrachera, ils paraîtront tels qu'ils sont : employés comme nous, un peu mieux payés peut-être.

(Extrait du n° 55 de la V.O. - C.A.F.)

UCLAF
(ROMAINVILLE)

SEULE, LA SOLIDARITE OUVRIERE PEUT FAIRE PIECE A LA SOLIDARITE DES PATRONS !

Comme d'habitude nombre d'entre nous démissionnent de l'entreprise .. il semble même, particulièrement en physio, que les départs soient plus nombreux qu'à l'ordinaire. Cela reflète ce que nous connaissons bien : les mauvaises conditions de travail, la difficulté d'accéder aux promotions, les bas salaires...

Ceux qui s'en vont trouvent en général du travail mieux payé ailleurs en dépit de la solidarité des patrons qui essaient d'éviter la concurrence entre eux (ne dit-on pas que certaines grosses boites refusent d'embaucher le personnel qui quitte l'une pour l'autre, afin de ne pas devoir augmenter les salaires).

Et pourtant les patrons ont rarement eu autant besoin de nous : le dernier uclafilm signale que l'industrie chimique (caoutchouc et pétroles exclus) demande chaque année 4.600 travailleurs spécialisés, dont 1.400 ingénieurs, 500 chimistes ou physiciens, 1.500 aides-chimistes ou aides-physiciens, etc...

La situation nous est donc très favorable pour lutter en vue d'améliorer nos conditions de vie. Alors ne laissons pas échapper la situation présente. Le temps perdu ne se rattrape pas.

(Extrait du n° 41 de la V. O. U.C.L.A.F.).

Les bruits d'intervention militaire au Nord-Vietnam

NOUVELLE GUERRE DE CORÉE OU BLUFF IMPÉRIALISTE ?

AU Sud Vietnam, où les succès des maquisards viet-Congs sont chaque jour plus nombreux et plus importants, face à une armée régulière chez laquelle la présence d'instructeurs et de matériel américains ne semble pas suppléer le manque d'ardeur combative, la situation empire chaque jour pour le gouvernement et ses protecteurs U.S. Depuis peu, le terrorisme a même fait son apparition dans les villes, alors que la guerilla était jusque-là limitée aux campagnes. Et, dans les milieux officiels comme chez les « conseillers » américains, il est de plus en plus question de porter la guerre dans la partie nord du pays.

C'est ainsi que la presse sud-vietnamienne, et aussi américaine, a fait état de divers projets d'opérations militaires sur le territoire de la République démocratique du Nord Viet-nam. Il s'agirait d'instaurer une sorte de blocus du pays, de détruire certaines de ses installations stratégiques pour empêcher le ravitaillement en armes du Viet-Cong par le Nord.

Lors d'une récente conférence de presse consacrée à la politique U.S. au Vietnam, le président Johnson lui-même a observé vis-à-vis des projets en question une prudente réserve, se refusant à les confirmer comme à les infirmer, et se bornant à déclarer : « les plans dont on fait état dans la presse n'ont pas été portés à mon attention et je ne les ai pas approuvés ». (**Le Monde** du 3-3-64.)

L'impérialisme américain envisagerait-il donc effectivement l'extension de la « deuxième guerre d'Indochine » ?

Bien sûr, l'idée d'installer au Nord une guerilla, semblable à celle du Viet-Cong au Sud mais cette fois anticommuniste et pro-américaine, qui ne peut être venue à l'esprit que d'officiers détachant la « guerre subversive » de son contexte politique, comme il se doit pour des militaires « professionnels », est hors de question. Pour cela il faudrait, au moins, une neutralité favorable de la majorité de la population. Or il est impensable que celle-ci, quelle que soit son opinion sur le régime de Hanoï, puisse prendre fait et cause pour des guerilleros armés et soutenus par les Américains ou leurs valets sud-vietnamiens.

Porter la guerre dans le pays, sans l'envahir purement et simplement, signifie donc une série d'opérations menées directement du territoire sud-vietnamien, actes de sabotage de commandos ou bombardements de la marine ou de l'aviation contre les installations militaires et industrielles ou les voies de communication du Nord.

Il est impossible que la République du Nord Viet-nam puisse accepter cela sans réagir. Une telle initiative de la part de l'armée sud-vietnamienne n'aurait probablement pas d'autre issue qu'un conflit ouvert entre le nord et le sud du Vietnam.

Les U.S.A., déjà présents au Sud Vietnam sous la forme d'instructeurs et de dollars, se verraient bientôt obligés d'envoyer des troupes importantes à la rescousse d'une armée sud-vietnamienne qui, déjà peu combative contre les guerilleros du Viet-Cong, le serait certainement encore moins contre les armées régulières de l'ancien Viet-minh. Les U.S.A. intervenant par une action massive, leur armée, très supérieure en armement, pourrait occuper très rapidement tout le Viet-nam, nord et sud. Mais alors, d'une part ils risqueraient de se trouver engagés dans une guerilla s'étendant à tout le pays — c'est-à-dire que leur problème actuel n'en serait pas résolu mais aggravé — et, d'autre part, la Chine ne pourrait certainement pas plus rester indifférente à un conflit qui se déroulerait à ses frontières qu'elle ne l'a fait lorsque les divisions américaines parvenaient, il y a quatorze ans, à la frontière mandchoue lors de la guerre de Corée.

Or, il ne semble pas correspondre à la volonté du gouvernement américain de s'engager actuellement dans une telle aventure, dont la moindre conséquence ne pourrait être qu'un changement complet de la situation internationale et dont l'aboutissement pourrait bien être une catastrophe mondiale. Il ne s'y résoudra que s'il estime que la sauvegarde du Sud Vietnam lui est rigoureusement indispensable et s'il n'a vraiment pas d'autre moyen pour le maintenir dans sa sphère d'influence.

Pour l'instant, il pourrait plutôt s'agir d'un chantage à l'égard des pays du bloc communiste, et plus spécialement de la « République Démocratique du Vietnam » et de la Chine populaire. Aucun de ces pays n'a intérêt à une telle guerre, et aucun ne la souhaite. Pour la Chine, ce serait de plus un coup d'arrêt brutal dans le développement de ses relations avec le monde capitaliste au moment même où l'espoir de sortir de son isolement semble prendre corps. Ce serait aussi un coup très dur porté à la politique khrouchtchévienne de coexistence pacifique d'autant que tout conflit, même le plus limité au départ, risque toujours de dégénérer en une conflagration internationale.

D'où le bluff des Américains dont les menaces peuvent donner à ces pays, accordant un vague soutien politique sinon militaire au Viet-Cong, le prétexte d'une pression importante sur ce même Viet-Cong pour l'amener à composer. La menace d'extension du conflit vietnamien serait ainsi « justifiée » comme étant un premier pas vers une « solution négociée » et un Sud Vietnam « neutraliste », que certains dans le camp impérialiste prônent déjà, le gouvernement français en particulier.

Pourtant, même s'il s'agit d'un simple bluff, les menaces actuelles n'en sont pas moins révélatrices du danger de guerre bien réel qui pèse sur l'Asie et sur toute la planète.

Il est certain que cette solution militaire a des partisans dans le camp américain, notamment parmi les militaires américains ou sud-vietnamiens. La conviction d'une logique « militaire » que toute guerilla qui obtient des succès sur une armée régulière supérieurement armée ne le fait que grâce à l'aide de l'étranger, et que, pour y mettre fin, il faut donc s'attaquer à cet étranger lui-même, est toujours celle d'une fraction des cadres militaires engagés dans l'affaire. C'était celle d'un certain nombre d'officiers français en Algérie, partisans d'une intervention armée en Tunisie et au Maroc (on a même justifié ainsi l'épopée de Suez). C'est certainement celle d'une partie des militaires américains (y compris au Pentagone) et sud-vietnamiens.

Comme, parmi ces cadres, fleurit, d'autre part, un esprit de croisade anticommuniste, rien d'étonnant à ce qu'ils envisagent avec faveur une intervention au Nord Viet-nam, même si celle-ci devait amener une guerre beaucoup plus importante contre la Chine ou même, pourquoi pas, une guerre mondiale.

Se sentant renforcés dans cette tendance par une campagne, même platonique, de la presse et du gouvernement U.S., certains peuvent aussi se sentir les coudées plus franches pour agir, jusqu'à prendre l'opération à leur compte. N'est-ce pas sans ou contre l'avis du gouvernement français que pendant la guerre d'Algérie fut accompli le bombardement de la ville tunisienne de Sakiet ou la capture de l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons ?

Le gouvernement U.S. peut un jour se retrouver pris dans l'engrenage d'une provocation délibérée, organisée par le commandement U.S. Les Etats Majors ont pris une telle importance dans la vie des grandes puissances impérialistes qu'ils font au moins autant la politique de ces Etats qu'ils ne la servent.

Enfin, plutôt que de perdre une guerre localisée, essayer de l'étendre n'est pas une idée totalement étrangère aux milieux dirigeants américains. C'est la voie à laquelle un jour ou l'autre l'impérialisme sera acculé. Car il ne peut indéfiniment laisser se dégrader une situation où il perd chaque jour un peu plus de terrain en Asie, en Afrique et même en Amérique latine. Certains hommes politiques, ceux qu'on dit de « droite » ou « d'extrême-droite » (aux U.S.A. cela ne veut pas dire grand-chose car il n'y a pas de « gauche »), en prenant partout et toujours des solutions de force, préparent déjà ce jour où les dirigeants impérialistes n'auront d'autre solution pour éteindre le feu que l'étendre à toute la planète.

Si, d'ici-là, le prolétariat des pays impérialistes n'est pas assez conscient et organisé pour renverser sa propre classe dirigeante et se substituer à elle, il n'est pas de remède pour la catastrophe qu'on nous prépare. Et tous les apôtres de la coexistence pacifique ou des révolutions « dans le cadre national », qui ne font qu'obscurcir cette conscience en oubliant ou négligeant le rôle révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes avancés, ne font qu'aider à creuser la fosse commune.

Jacques MORAND

La C.F.T.C. veut perdre un C

(Suite de la première page)

La première étape prévisible de la nouvelle centrale débarrassée de la référence chrétienne, si elle naît, sera de tenter de faire l'unité avec Force Ouvrière. La tendance « moderniste » de F.O. (Labi des industries chimiques et consort) en est très proche.

La création d'une centrale unifiée, si elle pose de sérieux problèmes de partage des places entre bureaucrates syndicaux, peut seule permettre d'espérer jouer le rôle souhaité. En conséquence de nombreuses forces politiques vont converger pour faciliter la chose. En particulier Defferre donnerait tout son appui à une nouvelle centrale dont les dirigeants et l'idéologie feraient un outil bien adapté et que son succès dans la classe ouvrière rendrait efficace pour un régime appuyé sur un appareil syndical « intégré ».

Depuis la section syndicale d'entreprise jusqu'à la participation active aux organismes du plan, la C.F.T.C. promet ouvertement l'intégration du syndicalisme dans l'entreprise et dans l'Etat. Un syndicat regroupé, réunissant près de la moitié des ouvriers syndiqués, pôle d'attraction des inorganisés, voilà qui pourrait peut-être combattre la C.G.T. sur son terrain. Tous les hommes politiques bourgeois ont rêvé d'un échiquier politique enfin débarrassé de la forteresse du P.C.F. Ils peuvent croire toucher au but : une classe ouvrière domestiquée dans un appareil syndical intégré à l'Etat bourgeois comme en Angleterre, aux U.S.A. ou en Allemagne.

Mais il y a un pas énorme de la réalité au rêve. Defferre ou Descamp peuvent caresser tous les projets, la réalité ne se modifie pas au gré des désirs. La place que les réformistes sociaux démocrates n'ont pu garder n'existe plus. La bourgeoisie française est trop faible pour qu'à l'instar des syndicats américains une centrale syndicale puisse engager des luttes violentes sans remettre en cause l'existence même du capitalisme. La nouvelle C.F.T.C. ne pourra mener aucune lutte efficace et la bourgeoisie ne pourra lui céder ce qui lui permettrait de s'imposer dans la classe ouvrière. Bien plus, au fur et à mesure qu'elle grandira, la démagogie lui sera interdite et, au premier combat important, son rôle ouvertement réactionnaire ne manquera pas d'apparaître. La C.G.T. n'est pas près de disparaître devant une concurrente encore plus à la remorque de la bourgeoisie qu'elle même. La C.F.T.C. ne pouvant au plus que monnayer la petite influence que lui ont valu les dernières années, un point c'est tout.

Pour les militants révolutionnaires l'apparition éventuelle d'une nouvelle centrale ne manquera pas de poser de nouveaux problèmes dans les usines. Les illusions soulevées risquent d'être d'autant plus grandes que les militants de base sont localement honnêtes. Il faudra dénoncer l'opération, démontrer qu'il ne s'agit pas de former une organisation syndicale plus à gauche, mais au contraire plus intégrée à la politique gouvernementale et dénoncer cette collaboration.

Pierre BERGER

CHYPRE

(Suite de la première page)

Grande-Bretagne. Ce que fit d'ailleurs la Grèce en 1916, mais il était trop tard...

En 1922, la Turquie, dont toutes les nationalités étrangères s'étaient finalement séparées, venait de connaître une révolution démocratique et bourgeoise, qui avait donné naissance à une république. On a pu voir alors certains Cypriotes turcs protester contre l'Enosis (rattachement de l'île à la Grèce) et revendiquer « le retour à la Turquie ou le statu quo ». Comme le « retour » à la Turquie ne pouvait être qu'un rêve utopique, étant donné que les Turcs sont minoritaires à Chypre, les nationalistes turcs, pour s'opposer à l'Enosis, préférèrent encore le « statu quo ». C'est-à-dire qu'ils étaient disposés à soutenir l'occupant britannique. L'Angleterre se montra ravie et s'empressa d'exploiter ces « bonnes dispositions » en s'appuyant sur l'élément turc de l'île.

Ainsi, par exemple, le « Conseil législatif » qui « assistait » le gouverneur britannique comprenait 9 Grecs, 3 Turcs élus et 6 membres nommés, donc pro-Anglais. La coalition des voix anglo-turques, plus la voix du gouverneur qui avait droit de vote à ce Conseil, permettait de neutraliser facilement les voix grecques.

Cependant, malgré tous les efforts des colonialistes britanniques, ceux-ci ne réussirent pas, à l'époque, à créer un fossé vraiment profond entre les deux communautés. On vit, en 1931, les voix turques et grecques du « Conseil législatif » faire bloc, et des troubles éclater. Pour réprimer l'agitation, le gouverneur n'eut plus d'autre ressource que d'appeler à la rescousse la « Royal Navy » et les troupes anglaises. Les occupants furent même un moment réduits à s'appuyer sur la minuscule communauté arménienne de l'île. L'arménien devint la quatrième langue officielle de Chypre, les poteaux indicateurs furent rédigés également en arménien, etc... Les plus surpris furent sans doute les Arméniens eux-mêmes.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le conflit devient aigü. En 1950, un plébiscite organisé au sein de la communauté grecque donne 215.000 voix pour l'ENOSIS sur 225.000 votants. Ce plébiscite sert de point de départ à une agitation violente qui s'achève en insurrection armée. Le gouvernement d'Athènes porte l'affaire devant l'O.N.U. et y soutient les maquisards chypriotes.

Pour riposter, le premier ministre britannique, Anthony Eden, convoque alors, en 1955, les gouvernements de Londres, d'Athènes et... d'Ankara à une conférence dont le but est soi-disant de régler le problème de Chypre. En réalité, la manœuvre vise seulement à introduire le gouvernement turc dans ces négociations, car le déclenchement de la guerre de guérillas menée par l'E.O.K.A. grecque avait coïncidé en premier lieu avec la signature du pacte de Bagdad... qui attribua à la Turla période où Ankara lance la système politico-militaire des Occidentaux au Proche-Orient. (C'est la péroide où Ankara lance la formule du partage de l'île en deux : taksim.)

Les Turcs, comme prévu, se montrent intransigeants, et s'opposent à l'Enosis. Le tour est joué : l'Angleterre devient l' « arbitre » d'un conflit gréco-turc et non plus, comme avant, l'adversaire principal des Grecs.

Finalement, en 1959, la lutte s'achève par les accords de Zurich et de Londres, qui sont une victoire pour le gouvernement britannique, en même temps qu'un compromis entre les Turcs et les Grecs.

Cet accord décide que l'île sera indépendante (ce que ni les uns ni les autres n'avaient voulu) ; que la Grande-Bretagne possèdera deux bases militaires dont le terrain n'appartiendra même pas au nouvel Etat, mais sera considéré comme territoire anglais. Et surtout la « sécurité » britannique semble garantie par la Constitution chypriote qui est quasiment inapplicable et ne peut que brouiller davantage les deux communautés : en effet, chaque ville ou village, peuplé par des municipalités séparées, une pour chaque communauté. La constitution de l'armée chypriote permet de donner des armes aux deux adversaires (bien que les Turcs ne représentent que 18 % de la population, ils ont le droit d'avoir 40 % des troupes, sans doute pour que la lutte soit plus égale). Les lois sur les finances et sur les impôts, pour devenir réalités, doivent être approuvées par la majorité des députés de chaque communauté. Le Président de la République est un Grec, mais le vice-président est Turc, et dispose du droit de veto pour toute décision concernant la politique étrangère et la sécurité de l'Etat, etc., etc...

Comme on voit, l'île est devenue ingouvernable pour peu qu'une communauté refuse de coopérer avec l'autre, et, bien entendu, un tel état de fait ne peut qu'envenimer les rapports entre elles...

Aussi est-ce le compromis de 1959 et la constitution qui sont à l'origine des troubles actuels : Makarios essayant en vain, depuis trois ans, de réformer les institutions et se heurtant aux Turcs qui refusent de changer quoi que ce soit de peur de perdre les avantages acquis, et qui sont toujours soutenus par les gouvernements de Londres et d'Ankara. (Pour modifier la Constitution chypriote, il faut l'approbation de ces deux gouvernements et de celui d'Athènes — selon les accords de 1959).

Les Grecs représentent 80 % de la population totale — soit environ 450.000 personnes. Les nationalistes bien qu'ayant mis sur pied une organisation de combat efficace : l'E.O.K.A. (organisation nationale des combattants chypriotes) n'ont pas de parti organisé. Un « Front patriotique » aux limites assez vagues groupe diverses associations, aux intérêts parfois contradictoires : Association des Paysans, Union nationale des Syndicats, etc. et regroupe les fidèles du Président-Archevêque Makarios.

Une forte opposition à Makarios, qui réunit les « durs » de l'E.O.K.A. (extrême droite), des bourgeois, des membres du clergé, rivaux de l'ethnarque et aussi des personnalités prétendues de « gauche » l'accuse d'avoir trahi la cause de l'Enosis en acceptant le compromis de 1959 et semble décidée à mener jusqu'au bout la lutte contre les Turcs.

Les Turcs (17 % de la population avec 115.000 habitants environ), comprennent surtout des petits propriétaires et un prolétariat souvent misérable et en chômage qui s'entasse dans les villes. Cette communauté est, dans l'ensemble, plus pauvre et plus arriérée que la communauté grecque. La force politique est due à la « Fédération des Associations turques de Chypre » qui groupe plus d'une centaine d'associations très diverses : corporations professionnelles, associations culturelles et sportives, syndicats, partis politiques, dont le « Parti turc de l'Unité » du leader et vice-président Facil Kutchuk. Par ailleurs, il existe une organisation terroriste, le T.M.T. (organisation turque de Résistance).

Les communistes, essentiellement composés de Grecs, disposent d'un parti organisé, l'A.K.E.L. (Parti progressiste des Travailleurs) qui paraît compter près de 10.000 membres inscrits, et qui représente 25 à 30 % du corps électoral. Son quotidien l'**Aurore**, a le plus fort tirage des journaux de l'île. Cependant, ce parti est défavorisé par le découpage électoral et par le système des élections : il n'a que 5 députés au Parlement sur 35 députés grecs.

En 1926, lors de son premier Congrès, le parti communiste réclamait une « Chypre indépendante au sein d'une Fédération balkanique communiste ». Depuis, à l'instar de tous les partis communistes du monde, il mit de l'eau dans son vin et abandonna la lutte révolutionnaire. En 1945, il revendiquait, en effet, l'Autonomie de l'île sous l'autorité britannique. Il réclame à présent la « neutralisation politique et stratégique » de l'île.

En fait la « neutralisation » de Chypre est impossible dans le cadre de la « coexistence pacifique » et de l'existence de l'impérialisme. S'il y a un problème chypriote, c'est parce que Grecs et Turcs ont été dressés les uns contre les autres pour le plus grand profit de l'Empire britannique.

Résoudre le « problème » des nationalités, seule l'abolition des frontières le permettra car paradoxalement, ce n'est qu'à ce moment-là que les nationalités pourront s'épanouir pleinement dans la paix.

Paul SAMUEL

Directeur-Gérant M SCHRŒDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.P.P.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

VOIX OUVRIÈRE

Alors que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

LE 8 MARS

Journée Internationale des Femmes

C'est depuis 1910, date du Congrès socialiste international de Copenhague, que le 8 mars est devenu la « Journée internationale des femmes ». A notre époque empoisonnée par le chauvinisme, il est difficile d'imaginer combien le mouvement socialiste, à son origine, était imprégné de la notion d'internationalisme. C'est ce sentiment qui fit organiser une journée de lutte le 1er mai 1890. C'est ce même sentiment qui fut à l'origine de la décision d'organiser une journée internationale des femmes. La date fut choisie en souvenir du 8 mars 1857, où des ouvrières manifestèrent dans les rues de New York, malgré les forces de police, pour obtenir l'égalité des salaires avec les hommes.

Le mouvement socialiste qui se donne pour objectif l'avènement d'une société où chaque individu puisse se développer pleinement, s'attaque à la société capitaliste partout où se manifestent l'exploitation et l'oppression. Il représente en premier lieu le prolétariat qui est la classe directement exploitée, celle qui crée toutes les richesses et n'en possède aucune, représentée par des milliers de travailleurs assemblés tous les matins, à la même heure, par le même coup de sirène, sur le lieu de travail.

Mais il en vient à combattre également pour d'autres couches de la société, car la pièce de cent sous que grave dans le cœur des hommes la propriété privée, entraîne pour toute la société une morale et une idéologie qui oppriment des couches très larges de la population, indépendamment de leur appartenance sociale.

C'est ainsi que les jeunes, dans notre société faite visiblement par des adultes à leur profit, sont privés de droits politiques et civils. En France, sous couvert de protéger les «mineurs» et de lutter contre les blousons noirs et autres admirateurs de rock n'roll, une ordonnance de 1961 a mis les jeunes jusqu'à 21 ans à la merci des adultes, et donné le signal de la « chasse aux jeunes ». Cette mesure parut d'autant plus cynique, qu'à l'époque, les gars de 20 ans étaient envoyés en masse en Algérie pour « pacifier » les djebels. Et ce sont peut-être les jeunes de la petite bourgeoisie qui ressentent le plus, dans leur relative liberté économique, cette oppression. Le mouvement socialiste, lorsqu'il lutte résolument pour leur émancipation, trouve parmi eux de nombreux combattants, farouches adversaires de la société actuelle. (Ce n'est également pas par hasard que les mouvements extrémistes de droite recrutent essentiellement parmi les très jeunes.)

Le problème des femmes est semblable. Même dans les pays les plus « avancés », les plus « démocratiques », elles sont maintenues sur un plan inférieur pour la plupart des activités professionnelles, des actes juridiques ou de la vie politique. **La propriété privée a relégué la moitié de l'humanité au foyer, en lui tressant des auréoles de gloire pour son rôle de mère et de bonne épouse, décrétant que là était sa destination de par sa nature même.**

Cependant, depuis le temps de Bebel, du haut de la tribune du Parlement allemand réclamait la possibilité, pour les femmes, d'accéder à l'hémicycle, de nombreuses luttes pour l'émancipation de la femme ont eu lieu. Mais si, en cinquante ans, les femmes ont conquis certains droits, elles sont loin d'avoir obtenu l'égalité absolue dans la société.

Si les femmes, depuis le développement du machinisme, ont eu le droit d'être exploitées dans des conditions aussi honteuses et parfois même plus honteuses que les hommes, elles se sont vu, par contre, interdire l'accès de professions très qualifiées, qui pourraient cependant être considérées comme plus « féminines » parce que moins fatigantes. Même dans l'industrie, on les réserve pour les emplois subalternes et mal payés. Pour l'ouvrière et la fille d'ouvrier, l'oppression est telle qu'il peut leur sembler presque « normal » de ne pouvoir accéder à l'emploi d'agent technique ou d'ingénieur. Mais pour les femmes de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, le barrage exercé par les hommes vis-à-vis des professions qualifiées et libérales est particulièrement odieux et insupportable.

Depuis un demi-siècle, ce n'est que d'une façon très réduite que quelques professions libérales commencent à s'ouvrir aux femmes. Si quelques femmes accèdent aux carrières d'avocat ou de médecin, celles qui sont juge, procureur général, professeur à la Faculté de médecine, de lettres ou de droit, se comptent sur les doigts de la main dans un pays comme la France.

Pas de discrimination de sexe dans l'emploi, telle est une des premières revendications du mouvement socialiste.

Au sein du prolétariat, si les femmes ont pu apparaître comme des concurrentes « déloyales », c'est que tout comme les enfants, en tant qu'êtres « **mineurs** » on les paie à un tarif inférieur — le salaire de la femme étant considéré par le patron comme une salaire d'appoint dans le ménage et, pour les célibataires, comme une salaire qui peut être « complété », légalement ou pas. C'est ainsi que les usines employant une majorité de femmes, sont parmi celles qui paient le plus mal et où l'atmosphère est la plus pénible.

A travail égal, salaire égal, est une vieille revendication qui est loin d'être satisfaite. Elle est importante aussi pour les hommes, qui sont directement menacés par une telle concurrence dans la défense de leurs salaires.

L'inégalité la plus manifeste est l'inégalité politique qui a privé longtemps la femme du simple droit de vote, droit qu'elle n'a pas encore acquis dans tous les pays. La France, pays le plus cité pour sa vie politique et ses révolutions, n'a accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1945.

Quant à l'égalité juridique, si la femme n'a plus besoin de l'autorisation de son mari pour obtenir un passeport, si elle peut maintenant ouvrir un compte en banque, elle est encore mineure pour bien des actes de la vie civile.

Le prolétariat révolutionnaire est le seul à lutter résolument pour l'émancipation totale des femmes et le socialisme est seul capable de leur apporter l'émancipation définitive en créant les bases économiques de cette émancipation. C'est pourquoi tous les mouvements dits féministes, s'ils ne cherchent pas à s'attaquer aux causes mêmes de cette situation, au régime capitaliste, ne font objectivement que maintenir les femmes dans la dépendance. Les mouvements féministes, même ceux qui se disent socialistes ou communistes, ne font qu'exalter le rôle des femmes au sein de la famille, en tant qu'épouses ou en tant que mères, c'est-à-dire toujours par rapport à quelqu'un d'autre, mais jamais par rapport à elles-mêmes.

D'autres mouvements venant de la bourgeoisie libérale, défendent et la morale bourgeoise et la dépendance de la femme par rapport à l'homme en même temps que son émancipation. C'est de ce type de femme qu'un humoriste anglais a dit qu'elles voulaient à la fois le vison et la place de conseiller général. « Madame Express » en est certainement l'expression la plus achevée.

En fait, si les femmes occupent moins l'arène politique en temps ordinaire, on les a toujours vues se manifester en temps de crise, de guerre ou de révolution de façon exemplaire. Rappelons pour mémoire que la révolution russe de février 1917 a démarré avec la Journée internationale des femmes (le 27 février correspondant à notre 8 mars).

Mais, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale où nous assistons au réveil des peuples coloniaux, un milliard de femmes se trouvent confrontées avec les problèmes de la guerre et révélées à elles-mêmes. Même si les révolutions qui secouent ces pays ne sont pas socialistes, dans ces bouleversements, des millions de femmes qui vivaient dans des conditions moyenâgeuses, dans un état de sujétion infiniment pire, il est vrai, que les femmes des pays « avancés », ont commencé à faire l'apprentissage de la liberté, et la route sur laquelle elles se sont engagées mène inexorablement à l'émancipation de tous les opprimés.

Et bien qu'à l'heure actuelle, dans les pays avancés, la dégénérescence des partis « ouvriers » a transformé ces journées de lutte qu'étaient le 1er mai et la Journée des femmes en mascarades et « délégations » à l'Hôtel de Ville, il est de fait que le nombre sans cesse croissant de femmes salariées, leur concentration sur les lieux de travail, leur participation aux luttes passées et présentes, préparent une prise de conscience bien plus générale et conduiront les femmes à prendre la place qui leur revient au sein du mouvement ouvrier pour la révolution socialiste.

Françoise MAIGNAN

APPEL AUX OUVRIÈRES

(Article signé N. Lénine extrait de « La Pravda » N° 40 du 22-2-1920.)

Camarades, les élections au Soviet de Moscou témoignent de l'affermissement du Parti communiste au sein de la classe ouvrière.

Les ouvrières doivent prendre une plus grande part aux élections. Seul au monde, le pouvoir des Soviets a, le premier, complètement aboli les vieilles lois bourgeoises, les lois abominables qui consacraient l'infériorité légale de la femme et les privilèges de l'homme, notamment dans le mariage et les rapports avec les enfants. Le pouvoir des Soviets, le premier et le seul au monde a, en tant que pouvoir des travailleurs, aboli tous les privilèges qui, liés à la propriété, sont maintenus au profit de l'homme, dans le droit familial, par les républiques bourgeoises les plus démocratiques.

Où il y a des propriétaires fonciers, des capitalistes et des commerçants, il ne peut y avoir d'égalité entre l'homme et la femme, même devant la loi.

Où il n'y a pas de propriétaires fonciers, de capitalistes et de commerçants, où le pouvoir des travailleurs édifie sans ces exploiteurs la vie nouvelle, il y a égalité de l'homme et de la femme devant la loi.

Mais c'est insuffisant.

L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie.

Nous entendons que l'ouvrière conquière non seulement devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut, à cette fin, que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'Etat.

Les femmes feront vite leur apprentissage en administrant et rattraperont les hommes.

Elisez donc plus d'ouvrières communistes ou sans parti au Soviet. Peu importe si une ouvrière honnête, sensée et consciencieuse dans son travail n'appartient au Parti : élisez-là au Soviet de Moscou !

Qu'il y ait plus d'ouvrières au Soviet de Moscou ! Que le prolétariat moscovite montre qu'il est prêt à tout faire et qu'il fait tout pour lutter jusqu'à la victoire contre la vieille inégalité, contre le vieil avilissement bourgeois de la femme !

Le prolétariat ne parviendra pas à s'émanciper complètement sans avoir reconnu aux femmes une liberté complète.

THÉATRE : Une pièce à voir

LE VICAIRE

Bien que les incidents qui ont marqué les premières représentations du « Vicaire » ne se soient pas renouvelés, c'est toujours dans une salle « protégée » par la police que pénètrent chaque soir les spectateurs de l'Athénée.

Il n'est guère étonnant que la droite se soit manifestée, soi-disant pour défendre la mémoire de Pie XII, car c'est beaucoup plus que l'attitude personnelle de celui-ci que l'œuvre de Hochhuth met en cause.

Il ne s'agit pas d'une pièce de théâtre, au sens habituel du terme. Les affiches parlent de « chronique », et c'est sans doute le mot qui convient le mieux pour désigner cette évocation d'une tragédie dont l'auteur n'a eu à inventer ni l'action, ni les protagonistes. Le souci de serrer la vérité historique de très près est évident, et les textes de présentation de chaque scène font une large place à des citations de divers documents historiques.

Le seul personnage créé de toute pièce est cet abbé, Ricardo, qui lutte pour que l'Eglise intervienne et dénonce ouvertement les crimes commis par les nazis contre les juifs. Le modèle de Hochhuth n'était qu'un simple prêtre berlinois que la Gestapo envoya rejoindre, dans les camps de concentration, ceux dont il avait pris la défense en chaire. Il n'est pas, dans la pièce, simple abbé, mais secrétaire d'Etat au Vatican. Cette fiction était sans doute nécessaire pour permettre le dialogue avec le Pape, mais c'est la vraisemblance du personnage qui y perd.

Il est difficile de juger des intentions exactes de l'auteur, puisque l'adaptation française est considérablement écourtée par rapport au texte original, et que la mise en scène de l'Athénée semble assez différente de celle du théâtre berlinois qui créa la pièce, mais il faut bien juger d'après le spectacle qu'on nous offre.

L'uniformité volontaire des costumes, le fait que la plupart des acteurs jouent plusieurs rôles, laissent penser que c'est l'homme en général qui est mis en accusation. Non pas qu'il soit désespérément mauvais, puisqu'il existe des Ricardo et des Gerstein (le protestant convaincu qui rentre dans les SS pour saboter leur action de l'intérieur) capables de risquer leur vie pour la défense des persécutés et, par là, de leur propre dignité mais parce que chacun porte sa part de responsabilité dans ces événements.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas sans piquant de voir le même acteur incarner tour à tour Eichmann et le général des Jésuites ou un médecin SS et un cardinal conseiller du Pape.

Quelles qu'aient été ses opinions la critique unanime a voulu voir dans « Le Vicaire », un procès de l'attitude du seul Pie XII. C'est ne voir qu'un aspect du problème, et sans danger puisqu'il est à la mode d'opposer le maigre Pie XII au gros Jean XXIII. Mais l'œuvre de Hochhuth va beaucoup plus loin.

Ce n'est pas seulement le Pape qui est mis en cause, mais l'appareil de l'Eglise tout entier auquel se heurte l'abbé Ricardo. Si Pie XII voit en Hitler un barbare défenseur de Rome contre le bolchévisme et l'instrument utilisé par la providence divine pour anéantir l'Union soviétique, ses opinions sont partagées par tous les dignitaires de l'Eglise qui gravitent autour de lui. Dans une des meilleures scènes de la pièce, on voit le Pape et l'un de ses conseillers discuter de la plus habile manière de vendre aux Américains une partie des actions que possède l'Eglise, afin que ceux-ci évitent de bombarder les entreprises où elle a des intérêts, le « spirituel » n'étant pas la préoccupation exclusive du Vatican.

Et si la pièce est centrée sur l'attitude de l'Eglise, celle-ci n'est pas seule mise en cause. La responsabilité des magnats du capitalisme allemand est clairement montrée. Et les quelques citations des déclarations de Krupp au procès de Nuremberg, expliquant pourquoi il avait soutenu Hitler, sont particulièrement éloquentes.

Ce n'est pas qu'Hochhuth soit un révolutionnaire, il s'est seulement appuyé honnêtement sur la réalité historique. Et les faits, dès qu'on leur donne la parole, prononcent un implacable réquisitoire.

Et il est heureux qu'une scène parisienne leur ait offert une tribune.

Christian JUNG